



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

C'est le moment ou jamais pour les Québécois de procéder à un sérieux examen de conscience



MARIO FONTAINE

Le père Benoit Lacroix parle d'humiliation. Le criminaliste Pierre Landreville de changement de valeurs. L'humaniste Maurice Champagne évoque quant à lui les comportements excessifs de la société québécoise. Jean-Paul Desbiens, de son côté, considère qu'un tel drame peut survenir n'importe où, n'importe quand.

En fait chacun aligne hypothèses et théories quand il s'agit d'expliquer le drame survenu cette semaine à l'École polytechnique. Ils s'entendent au moins sur un point: il serait trop facile d'imputer la tuerie à un seul psychopathe. C'est toute la société québécoise qui doit faire un sérieux examen de conscience, pensent ces analystes de notre inconscient collectif.

Il n'y a pas de réponses simples pour expliquer le meurtre de ces quatorze femmes à l'aube d'une carrière prometteuse. Alors, à défaut de réponses, posons-nous des questions, suggère le dominicain Benoit Lacroix. Car il serait simpliste et déplorable, à ses yeux, d'escamoter une nécessaire réflexion en rejetant tout le fardeau sur un déséquilibre.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'accuser la société en bloc, de généraliser à partir d'un événement particulier, explique ce médiéviste à la retraite. Mais il n'en reste pas moins, selon lui, que ces tragiques événements témoignent du fait que l'abondance de notre société cache un vide incroyable chez certains de ses membres.

«Comment se fait-il que, chez certains, l'agressivité monte à ce point là? Jusqu'à un homme en manque d'affection peut-il aller?» se demande un père Lacroix humilié et inquiet. Humilié parce que notre société québécoise montre qu'elle a adopté le schéma nord-américain dans ses expressions de violence, alors qu'elle aurait la une belle façon

d'illustrer son caractère distinct.

Les Québécois se gaussent des Canadiens-anglais braqués devant les chaînes américaines déversant *ad nauseam* des images meurtrières. Pourtant, des situations comme l'irruption du caporal Lortie à l'Assemblée nationale et celle de Marc Lépine à Polytechnique ne se sont jamais produites en Ontario, par exemple, pourtant beaucoup plus peuplée.

Le père Lacroix est inquiet, par ailleurs, de l'effet que pourrait avoir le drame sur les femmes désireuses de prendre la place qui leur revient. «Il ne faut pas que les femmes lâchent parce que certaines d'entre elles ont été assassinées, fait-il valoir. Il faut éviter de transformer les victimes en martyres, de s'en servir pour retarder l'accès des autres aux fonctions auxquelles elles aspirent à juste titre.»

Ces jeunes femmes symbolisaient concrètement une évolution des rôles sociaux, on les fauche en pleine ascension, conclut ce penseur qui fut professeur à l'Université de Montréal pendant quarante ans.

Une autre barrière

«Les femmes prennent de plus en plus de place. Trop, pensent certains hommes. Ce n'est pas par hasard que le meurtrier s'est retrouvé à Polytechnique. Il s'est dit: les femmes sont mêmes rendues jusque-là, elle viennent de franchir une autre barrière. Une de trop», renchérit le directeur de l'École de criminologie de l'Université de Montréal, Pierre Landreville.

Une tuerie semblable demeure exceptionnelle, aussi bien ici qu'ailleurs, poursuit M. Landreville. Mais même si elle reflète un dérèglement pathologique, elle illustre aussi certains de nos rapports sociaux et culturels. Les rapports de pouvoir changent, les femmes s'émancipent et beaucoup d'hommes se sentent menacés, constate-t-il. À preuve, ces lignes ouvertes au lendemain de l'événement, où des hommes jurèrent s'opposer à ce meurtre collectif mais disaient comprendre le tueur. Des hommes désarmés face aux changements en cours, à la recherche d'un rempart symbolique.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Sous des dehors ouverts, un odieux sexisme

MARIO FONTAINE

Michelina Bouchard ne s'illusionne pas: certains hommes prendront cet acte insensé pour un geste courageux, s'en serviront comme exutoire à leurs frustrations.

Cette diplômée de l'École polytechnique, cuvée 1969, avait cru que l'arrivée des femmes dans ce secteur était une affaire réglée. Voilà qu'elle remet tout cela en question et appréhende une désaffection de la relève féminine. Pas à cause du risque physique, mais du rappel — durement vécu cette semaine — qu'elles ne sont pas encore les bienvenues dans ce château fort masculin.

«L'École polytechnique représente le symbole le plus fort de la pénétration des femmes dans un milieu non traditionnel. C'est un message très fort que le tueur a envoyé, dit-elle, que d'en ébranler les murs qui voulaient opter pour le génie

comme choix de carrière», soutient celle qui présida l'Ordre des ingénieurs du Québec de 1978 à 1980.

Elle se sent personnellement agressée par ce «geste révolutionnaire», même s'il est l'oeuvre d'un détraqué qui a dû subir, croit-elle, le poids d'un environnement aux valeurs ultra-conservatrices. Pourtant, les filles plus jeunes ne veulent plus s'identifier au féminisme, assure-t-elle. Elles disent simplement: on prend notre place. Ce qui heurte bien sûr certains traditionalistes.

En dehors de l'Ordre, mais aussi en dedans. Une situation qui amène la vice-présidente marketing du Groupe DMR à dénoncer l'hypocrisie de certains ingénieurs qui, sous des dehors ouverts, font preuve selon elle d'un odieux sexisme. «Une complète dichotomie entre les discours et le comportement», termine Mme Bouchard.

Et le criminologue de tracer un parallèle avec la célèbre affaire Chantal Daigle, cette jeune femme qui s'est fait avorter, l'été dernier, malgré l'opposition jusqu'en Cour suprême de son ami. «Plusieurs hommes se sont reconnus dans la façon qu'avait Jean-Guy Tremblay de montrer qu'il était roi et maître», diagnostique le chercheur.

Reste, ajoute ce spécialiste de l'étude du crime, que nos taux d'agressions demeurent largement inférieurs aux taux américains, et que l'affaire de Poly relève toujours du cas d'exception. D'où l'inutilité de céder à la panique et d'instaurer toutes sortes de mesures de sécurité contraignantes sur les campus, comme certains l'ont suggéré.

L'esprit latin

La plupart abordent spontanément la montée du féminisme, pointée du doigt par l'assassin lui-même. Le langage des suffragettes modernes aurait-il pêché par excès, par agressivité? «Si c'était le cas, que dire des déclarations des syndiqués, des patrons, des politiciens?» rétorque l'humaniste Maurice Champagne.

Ce qui ne l'empêche pas de constater que c'est au Québec que la révolution féministe a été la plus agissante. Une majorité d'hommes n'ont pas suivi et subissent cette révolution avec plus ou moins de rancœur, soutient-il. Des gens enragés, malheureux.

Le Québec est très souffrant existentiellement, selon lui. On collectionne les championnats des séparations et des divorces; nos jeunes se suicident à un rythme effarant; et on imagine s'en sortir sans séquelles.

Ce qui s'ajoute à notre tempérament inné. La psychosociologie québécoise est très latine, très extrémiste, déclare M. Champagne. On adore un jour ce qu'on brûle le lendemain. Nos valeurs basculent par rap-

port à celles du passé. Dans un tel contexte, un esprit un peu perturbé est davantage susceptible de craquer.

Contrairement aux autres observateurs interrogés, l'auteur et ancien sous-ministre s'étonne du choix de Polytechnique comme lieu du massacre. «On se serait attendu à ce que l'assassin privilégie un endroit plus symbolique, comme les locaux du Conseil du statut de la femme ou une clinique d'avortement, dit-il. C'est complètement anachronique, son choix d'une faculté aussi masculine que celle là.»

Un geste irrationnel

Jean-Paul Desbiens ne croit pas, quant à lui, que la société québécoise recèle les germes spécifiquement porteurs d'incidents semblables. «Cela peut arriver n'importe où, n'importe quand. Personne n'est à l'abri de ça», soutient le caustique analyste.

Cette violence larvée se retrouve dans toutes les sociétés civilisées, ajoute-t-il. Il n'y a pas d'explication à apporter à un geste aussi irrationnel. Le «petit» se défend de façon fanatique contre une société qu'il considère fanatique, pense M. Desbiens. Le «gros» a, en revanche, les moyens de s'exprimer, ou alors il jouera le jeu.

À l'instar du criminologue Landreville, M. Desbiens estime que la réponse à un tel cas d'exception ne consiste pas en un resserrement des mesures de sécurité, de toute façon inapplicables à l'ensemble de la société.

Son constat est accablant: «Dieu sait que je ne le souhaite pas, mais il y aura d'autres cas semblables. Cela s'explique par l'écroulement des valeurs: tout est théoriquement possible pour tout le monde, mais on sait bien que ce n'est pas vrai. Tout le monde ne peut aller dans le sud, ou combler ses désirs sexuels.»

La solidarité de tout un peuple

D'une certaine façon, Noël a lieu cette année deux semaines avant le 25 décembre.

Depuis trois jours, les Québécois s'échangent les vœux les plus profonds qu'une famille unie puisse s'offrir durant la période des fêtes: la sympathie, le pardon, la réconciliation, la paix, l'amour, la bonne entente.



L'épreuve collective que nous venons de vivre nous ramène à l'essentiel.

La société québécoise possède des valeurs fondamentales qu'un drame aussi cruel nous permet de redécouvrir: valeur de foi, valeur de liberté, valeur de tolérance, valeur d'espérance dans la vie.

La solidarité dans l'épreuve du peuple québécois est admirable de richesse, de profondeur, de vérité.

Les plus humbles comme les plus grands sont touchés dans leur for intérieur par ce qui vient de se passer. Ce ne sont pas des messages de circonstances qui sont adressés, que des larmes de crocodiles qui coulent sur les joues. C'est une sorte de cri du coeur, d'appel à tous pour que, entre nous Québécois, nous nous entendions mieux, nous nous comprenions mieux, nous nous acceptions mieux, nous nous aimions mieux.

Comment, au travers de nos différences, de nos idéologies, de nos principes, de nos mentalités, de nos débats de société, de nos multiples courants de pensée et d'action, comment réussir à s'accepter et à se respecter comme membres d'un même peuple?

L'apport de plus en plus important des femmes dans la société moderne, le souci d'égalité entre les êtres de toutes conditions économiques et sociales, la désintégration de la famille traditionnelle et son remplacement par de multiples formules, la présence grandissante des ethnies dans une ville comme Montréal, la préoccupation de trouver un équilibre entre la liberté et la responsabilité du citoyen, le désir de manifester la plus grande tolérance tout en respectant les règles démocratiques sont autant de réalités majeures, relativement nouvelles, qui créent des remous profonds en période d'adaptation.

Que les idées s'entrecroisent et s'entrechoquent, c'est certainement salutaire pour une jeune société en développement ou en digestion d'une révolution tranquille.

Qu'il y ait, entre nous, des options fondamentales différentes et divergentes, c'est le signe d'une société mature. Que, sur la place publique, des groupes défendent les causes les plus contradictoires et les plus inusitées, c'est sain pour une démocratie.

Mais, comment éviter d'atteindre les extrêmes, l'excessif, l'ultime qui engendrent la provocation, la querelle, la haine, la jalousie, l'animosité, le ressentiment, l'hostilité, l'intolérance, la violence physique, intellectuelle et même morale?

En ces jours troublés, déprimants, où le pessimisme social, le défaitisme collectif, le négativisme maladif risquent d'être à l'avant-scène, pouvons-nous ensemble emprunter la voie de l'optimisme, de la confiance, de la tendresse, de la sérénité, de l'espoir et de l'espérance?

A ceux et à celles qui sont traumatisés par tout ce qui se passe, qui sont marqués par la morosité et le désespoir que provoquent les crises que nous vivons, il faut offrir la persévérance malgré les obstacles, le courage malgré les tentations d'abandon, la fidélité à leurs valeurs malgré les secousses de découragement, la ténacité dans l'adversité.

Mais, surtout, il faut se serrer les coudes comme peuple. Il faut que cette solidarité fondamentale démontrée depuis le drame de mercredi se poursuive dans tous les combats que le Québec aura à mener pour demeurer une société libre, démocratique, ouverte, généreuse, tolérante. Pour y parvenir, c'est chaque Québécois de souche ou d'adoption qui doit participer à cet objectif.

Claude MASSON

Les hommes et les femmes

Que les hommes aiment cela ou non, le geste fou de Marc Lépine est purement masculin, une forme de violence que l'on ne retrouve que chez les hommes. Et comme, en plus, le forcené de Poly s'est attaqué sciemment à des femmes, parce qu'elles étaient des femmes, il est impossible de réagir à ce drame sans penser aux rapports entre les hommes et les femmes.



On ne peut cependant pas bâtir des théories à partir d'un épisode barbare qui n'a duré que cinq minutes. La tuerie de Poly ne représente certainement pas un point tournant dans la situation des femmes, encore moins un signe de recul dans les progrès qu'elles ont enregistrés, ne permet pas non plus de porter un jugement global sur la nature masculine.

Mais il n'en reste pas moins que le geste du tireur fou est une expression excessive et démentielle d'un malaise qui existe réellement: l'ajustement difficile de nombreux hommes aux changements dans le rôle des femmes et dans les rapports entre les sexes.

La plus belle preuve en est que les hommes et les femmes vivent ce deuil de façon radicalement différente. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder autour de soi, à la maison, au travail ou dans la rue.

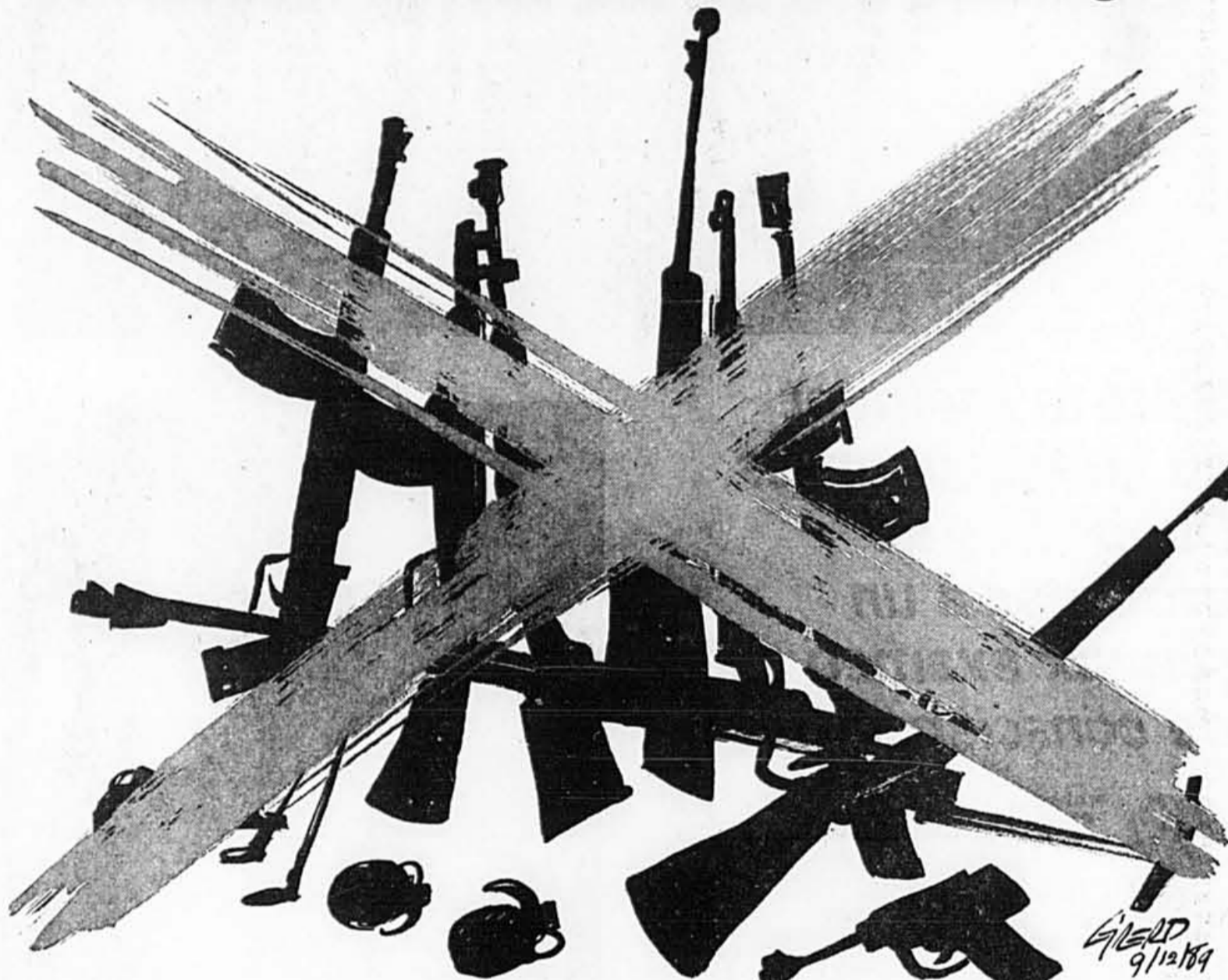
Bien des hommes, dans un réflexe purement masculin, se demandent d'abord ce qu'ils auraient fait, eux, s'ils avaient été à Poly mercredi soir, s'ils auraient eu le courage de maîtriser le forcené. Mais surtout, le sentiment le plus répandu est la gêne, une certaine culpabilité, qui les mène le plus souvent à vouloir se dissocier de la démarche démentielle de Marc Lépine. Cette réaction les force à faire le point sur leurs attitudes, leur acceptation des changements sociaux, leurs préjugés.

Quant aux femmes, elles étaient, mercredi, collectivement à l'autre bout du fusil. À l'horreur s'ajoutent, la peur, la colère et la rage. Sans doute pas parce qu'elles sont plus en danger après ce drame, mais parce que celui-ci a fait remonter à la surface toutes les frustrations accumulées, toutes leurs expériences de crainte face à la violence.

Pour les hommes, cette colère féminine est difficile à comprendre, tout comme les femmes trouvent insensible la gêne défensive des hommes. Pourtant, ces deux démarches sont légitimes, porteuses de progrès. Chacun fait son deuil en fonction de ce qu'il est et de ce qu'il peut devenir. Il faut respecter cela.

Alain DUBUC

LE PREMIER PAS POUR UNE SOCIÉTÉ DISTINCTE



9/12/89
DROITS RESERVES

Une loi spéciale qui s'impose

Elle s'impose cette loi spéciale que présente le gouvernement fédéral pour forcer les grévistes de la Garde côtière et les employés de soutien des hôpitaux du ministère de la Défense nationale à reprendre le travail. En retardant son adoption, l'Opposition fait de la petite politique.



Ce retour au travail est particulièrement urgent à l'hôpital de Sainte-Anne-de-Bellevue, qui, s'il est destiné aux anciens combattants, est ni plus ni moins qu'un vaste centre d'accueil pour malades chroniques. Le fait que cette institution soit fédérale au lieu de dépendre du ministère québécois de la Santé et des Affaires sociales n'a rien à voir. On ne peut juger une grève inhumaine quand l'hôpital relève de Québec et la tolérer quand l'institution est fédérale.

Dans les années 70, les grèves étaient un phénomène inexistant dans la fonction publique fédérale. Si les postiers et les fonctionnaires fédéraux, eux, n'étaient pas portés à piquer, pancarte à la main.

Les choses ont commencé à changer il y a quelques années. Les commis fédéraux, notamment, ont débrayé, causant des tas d'embêtements à ceux qui attendaient leurs chèques d'assurance-chômage. Depuis quelques mois, les conflits se multiplient: agents de libération conditionnelle, agents d'immigration, garde-côtes et employés d'hôpitaux.

L'idée d'une grève générale des 170 000 fonctionnaires fédéraux, un précédent, a même commencé à faire son chemin l'an dernier. Il est évident qu'il y a malaise. Et il est fort probable que le gouvernement fédéral a sa part de responsabilité pour avoir laissé se détériorer le climat de travail.

Il n'en demeure pas moins qu'à Ottawa comme à Québec, le droit de grève est à repenser dans le secteur public. On ne peut considérer un conflit de contrôle aériens, de gardiens de pénitenciers, de garde-côtes ou d'employés d'hôpitaux du même oeil qu'un conflit du secteur privé ou le client a le loisir d'aller acheter ailleurs. Plusieurs fonctionnaires, en position de monopole, fournissent un service essentiel et leur absence peut même, dans bien des cas, mettre en péril la population.

Que l'on confie à un arbitre indépendant le soin de définir les conditions de travail, soit. Mais que l'on permette à des fonctionnaires de garder le public en otage, cela n'est pas plus acceptable à Ottawa qu'à Québec!

Pierre VENNART

Quand une tragédie culpabilise une société et fait désespérer d'elle

MARCEL ADAM

Il n'est pas facile de parler d'autre chose que de l'indicible tuerie survenue à Polytechnique.

Par rapport à cette tragédie, tout autre sujet paraît trivial, sans importance.

Mais que dire? L'esprit désemparé ne parvient pas à démêler les sentiments confus qui l'habitent.

Devant un tel carnage les mots manquent; et ceux qui viennent se révèlent terriblement inadéquats.

Il faut pourtant dire quelque chose. Du moins à ceux qui sont personnellement touchés par ce drame.

Je pense aux parents, aux amis, aux camarades de classe des innocentes victimes.

Mais aussi aux proches du forcené, qui ne souffrent peut-être pas moins que les premiers.

Pour leur dire qu'ils ne sont pas seuls dans cette épreuve. Nous assumons tous, collectivement, leur peine.

Nous sommes tous en deuil des jeunes filles qui se sont fait voler leur vie dans la fleur de l'âge.

Il n'y a pas un jeune qui n'a pas réagi un peu comme le frère, la soeur ou l'ami de l'une ou l'autre victime.

Il n'y a pas un parent qui ne se

met pas à la place des parents de ces jeunes femmes.

Ou qui ne tressaille pas à la pensée de cet officier de police découvrant dans l'accomplissement de son travail le corps inanimé de sa fille gisant dans un corridor de l'institution.

Quel homme de coeur ne sympathise pas avec la douleur et la révolte de l'ensemble des femmes?

Comment ne seraient-elles pas profondément troublées et inquiètes devant le caractère sélectif de ce meurtre collectif qui se veut un règlement de comptes avec leur sexe?

On a beau y voir l'effet de la démence, il n'en reste pas moins que l'objet de cette folie était le genre féminin.

Incapable de se faire aimer des femmes, le meurtrier a vu dans le féminisme la cause de ses échecs et projeté sur elles son aversion pour ce mouvement.

Des féministes des deux sexes n'ont pas tardé à interpréter cet événement à travers leur grille idéologique. Pour refaire le procès des hommes, dénoncer leur prédilection pour la violence physique et leur propension à l'exercer contre les femmes.

La présidente de la CEQ, Mme Lorraine Pagé, a réagi avec plus de sagesse en mettant en garde contre la démagogie qui ne servirait personne, et le fanatisme qui pourrait creuser encore davantage les difficultés qu'éprouvent parfois les hommes à voir la femme prendre la place qui lui revient dans la société.

Des spécialistes ont fait remarquer que depuis quelques années le féminisme a engendré beaucoup d'actes de violence à l'endroit des femmes, notamment aux États-Unis.

Comment en serait-il autrement?

Ce mouvement d'émancipation a donné lieu à la plus importante révolution sociale peut-être que l'humanité a connue.

Il a tellement bouleversé les rapports entre les deux sexes qu'il était inévitable que les hommes au psychisme fragile soient très vulnérables aux conséquences dans leur vie de ce nouvel état de choses.

Il ne faut pas se surprendre que beaucoup d'entre eux craquent et basculent dans la violence — certains dans la forme démentielle du genre de celle qui vient de faire ses ravages chez nous.

J'entendais à la radio des gens profondément bouleversés qui désespéraient de notre société malade et de cette civilisation où la violence est omniprésente.

On y dénonçait ces moeurs qui associent la violence physique à la virilité, qui incitent les garçons dès le bas âge à développer un goût malsain pour les armes et les jeux guerriers.

On s'en prenait également aux pouvoirs publics qui font trop peu pour modifier les comportements sociaux violents et pour rendre la société plus civilisée.

Le plus décourageant c'est que les hommes ont toujours eu

en horreur la violence sans jamais cesser de la pratiquer.

Comment ne pas y voir le signe qu'elle fait hélas partie inhérente de la nature humaine.

L'homme est en effet fondamentalement agressif.

Cette agressivité se trouve chez la femme comme chez l'homme, mais chaque sexe la manifeste différemment.

La femme est moins portée que l'homme à l'exprimer par la violence physique, mais cela tient moins à des dispositions morales ou culturelles plus civilisées qu'à des facteurs psychiques et physiques différents.

Cela dit, il n'est pas interdit de penser que l'éducation et les lois pourraient à la longue modifier sensiblement les comportements sociaux, de manière à canaliser autrement l'agressivité masculine en la sublimant.

Il est normal qu'après une telle tragédie beaucoup de gens éprouvent un sentiment de culpabilité du genre de celui qui s'exprime dans les médias.

Ce sentiment procède peut-être d'un sens élevé de la justice.

Comment en effet ne pas assumer en partie la responsabilité de ce qui va mal quand on participe collectivement au crédit de ce qui va bien?

Mais il faut situer les choses dans leur juste perspective.

Et ne pas réagir devant un tel malheur, épouvantable certes, mais isolé et sans précédent dans notre histoire, comme s'il s'agissait de la répétition d'un vice caractéristique de notre société.

Opinions

On achève bien les chevaux, n'est-ce pas?

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Horreur et consternation. Ce sont toujours les mêmes mots qui reviennent quand surgissent ces petits carnages à l'américaine. «On ne comprend pas pourquoi...», a dit, atterré, le directeur de l'École polytechnique. «Si on était à Medellín, on pourrait dire que c'est politique, idéologique, mais ici...», a dit le psychiatre invité au Point. «En 25 ans, je n'ai jamais vu pareille tuerie sans raison», a déclaré un directeur de police.

Evidemment, il est normal d'être en état de choc après un tel massacre. Quand tout ce que nous tenons pour sûr dans cette société — le droit à la vie, à la sécurité, à l'éducation... — soudainement bascule, il y a de quoi être sérieusement ébranlé. Mais il faut arrêter de voir ces éruptions de violence comme de pures anomalies, de grands mystères ou alors, de la folie furieuse. Bref, il faut arrêter de faire comme si cette violence ne nous appartenait pas.

Il y a deux phénomènes «de société» derrière le meurtre des 14 étudiantes. D'abord, ce qui est en train de devenir une caractéristique de la société nord-américaine: l'homicide pathologique, à grand déploiement et à grande effusion de sang. Les scénarios, dans ces cas-là, se suivent et se ressemblent:

- 1) le tueur a un plan préétabli;
- 2) il se pointe sur la place publique en Rambo;
- 3) il en veut à mort à une société qui, reflétant continuellement le pouvoir, la richesse et l'opulence, n'a pas su les lui faire partager;
- 4) il tue, devant des caméras de télévision si possible, de pauvres innocents;
- 5) le tueur est un homme.

Derrière ce phénomène, il y a, bien sûr, le fait que nous nous gavons de violence — via la télévision, les journaux, le sport... — et que nous n'avons d'yeux que pour les grands spectacles et les grandes réussites. Il y a aussi le fait que les hommes ont la permission, tacitement tout au moins, d'être violents dans cette société.

Mais il y a un autre phénomène, plus grave encore, qui explique la tragédie survenue cette semaine. Et de ce phénomène-là, on parle peu. Il s'agit, bien sûr, de la misogynie. Une misogynie d'une telle précision et brutalité qu'elle n'est pas sans



évoquer la chasse aux sorcières, à une époque plus lointaine. Une misogynie clairement exprimée, voire couchée sur papier, et pourtant qu'on s'empresse d'ignorer.

À la question: «Mais comment se fait-il qu'on ait tué seulement des femmes?», aucune des personnes interrogées, mercredi soir dernier, n'avait de réponse. «C'est ce qu'on ne comprend pas», finissaient-ils toutes par dire.

Pourtant, c'est clair comme de l'eau de roche, non? Un jeune homme entre dans une classe armée d'une carabine et évacue les hommes de la salle. Devant les femmes, il dit: «Vous êtes toutes des féministes. J'hais les féministes!». Il en tue quelques-unes. Il sort et, se promenant d'étage en étage, en tue d'autres sur son passage. Il se tue à son tour, laissant un message disant que l'enfer, c'est les femmes, et qu'il aurait bien voulu en immoler quelques-unes en particulier.

Si c'est de la folie ça, jamais n'aura-t-elle été aussi lucide, aussi calculée. Jamais folie n'aura-t-elle pris le soin d'identifier d'abord, d'éliminer ensuite, l'adversaire. Jamais folie n'aura laissé un message aussi clair. Le message est: il y a un prix à l'émancipation des femmes, la mort. Bien sûr qu'il s'agit d'un malade mental, bien sûr qu'il s'agit d'un acte de désespoir, mais la tuerie des 14 femmes dépasse «l'homicide pathologique». Il s'agit d'un acte de représailles réfléchi, calculé et dirigé contre les femmes en général et les féministes en particulier. Un acte de représailles qui rappelle un passé qu'on croyait à jamais révolu.

Ce que ce massacre nous dit, finalement, c'est que nous ne sommes pas tout à fait la société «évoluée» que nous croyons. Et surtout, que la renégociation des rapports hommes-femmes, enclenchée depuis 20 ans, est plus difficile qu'on ne le croit. A preuve, cette brève de conversation entendue, le lendemain de la tuerie, entre trois employés de Radio-Canada: «Y est pas si pire finalement, le bonhomme. J'ai toujours rêvé de faire ça!», lança un des hommes.

Une mauvaise blague, bien sûr, mais qui en dit long sur le malaise qui existe entre hommes et femmes. Il y en a toujours eu un, évidemment, et il y en aura toujours, du fait que nous ne sommes pas «constitués» de la même façon. Mais le malaise dépasse nos différences biologiques, dépasse, aussi, le fait que les hommes ont toujours eu peur que les femmes leur volent «leur âme» et que les femmes ont toujours eu peur que les hommes «leur tapent dessus», physiquement ou intellectuellement.

Le malaise ici, celui que le geste de Marc Lépine crie sur tous les toits, tient à l'interprétation que font certains hommes (une minorité, certes, mais une minorité qui pèse lourd dans la balance) du féminisme. Ils l'interprètent comme un phénomène de rejet. Cela ne tient pas tellement au fait que les femmes prennent, aujourd'hui, la place des hommes — leur «volent» des jobs, comme on dit. Cela tient beaucoup plus au fait que plus les femmes ont une vie qui leur appartient, plus elles sont perçues comme étant hors de portée. Et plus elles apparaissent hors de portée socialement, plus elles apparaissent inaccessibles individuellement.

C'est ça qui est intolérable pour certains hommes aujourd'hui: l'inaccessibilité des femmes.

En 1984, par exemple, nous avons eu, au magazine *La Vie en rose* (où je travaillais à l'époque), un appel à la bombe. La raison? Nous organisions, pour la deuxième année consécutive, une fête du 8 mars «pour femmes exclusivement». Le problème, ici, n'était pas que nous tenions à souligner la journée internationale des femmes. Le problème était que nous avions le culot de le faire en se passant de la présence des hommes.

Les femmes n'ont pas le droit d'ignorer les hommes — même si le contraire est encore vrai. Voilà le message que nous a rappelé Marc Lépine.

Sauvagement attaquées, les femmes n'ont pas le droit d'être défendues, non plus, si on se fie aux messages de nos élus (e)s: M. Bourassa a parlé du «drame» pour les parents des victimes, la nouvelle ministre de la Condition féminine, Lucienne Robillard, a parlé d'un cas «isolé» et M. Parizeau a parlé du «silence» comme seule façon d'honorer ce drame. Pas un mot sur le fait que les femmes demeurent dans un état de vulnérabilité dans notre société!

Les drapeaux en berne, je veux bien, mais qu'est-ce que ça change? Il faudrait, plutôt, parler de contrôle des armes à feu, de retrait des émissions violentes à la télévision, de comités de protection pour les femmes dans nos institutions publiques. Il faudrait, surtout, que les hommes se lèvent une fois pour toutes et disent: trop c'est trop! Un massacre de femmes, parce que ce sont des femmes, est totalement inacceptable.

Le jour où beaucoup d'hommes se mettront à dire qu'ils ont peur eux aussi de ce genre de comportement, qu'ils en souffrent, qu'ils n'en veulent plus... c'est le jour où les choses vont commencer à changer. Pas avant.

Le problème des nationalités en France

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Le débat sur l'immigration vient de prendre une tournure inquiétante en France: avec des slogans comme *la France aux Français*, le Front National de Jean-Marie Le Pen vient de faire élire sa candidate aux récentes élections partielles dans un département du sud-ouest de Paris. Cette candidate, madame Stirbois, a obtenu 61 p. cent des voix contre un adversaire de la droite modérée. Le candidat socialiste avait été éliminé au premier tour.

Nous pouvons au Québec et au Canada tirer quelques leçons de ce qu'on appelle là-bas le problème des nationalités. Soulignons au passage la relativité des mots: nos minorités ethniques sont en France des nationalités.

La relativité des opinions est encore plus frappante. Il y a quelques années le père Lucien Harvey avait provoqué une vive controverse en proposant une politique d'immigration consistant à ouvrir nos frontières exclusivement aux groupes ethniques les plus aptes à s'intégrer à notre société. Quand on ne reprochait pas au père Harvey de faire de l'intégration une finalité, on rejetait ses critères.

Les Québécois entendent-ils intégrer les immigrés à leur société? Bien malin qui pourrait apporter une réponse claire à cette question.

En France, même les gens les plus respectueux des différences — on les appelle parfois, différentielistes — sont d'avis que les immigrés doivent s'intégrer au peuple fondateur. La France, qui s'est constituée en éliminant les différences sur son propre territoire ne saurait, sans forcer sa nature et sa culture, devenir un *melting-pot* à l'américaine ou pratiquer un multiculturalisme à la canadienne. Tel fut l'avis général des sages constituant la commission des nationalités formée par le précédent gouvernement.

Là s'arrête toutefois l'unanimité. On est d'accord sur la nécessité de l'intégration mais des que se pose la question du comment, les divergences apparaissent à l'intérieur même des partis politiques. C'est pourquoi le gouvernement socialiste de Michel Rocard, au pouvoir depuis plus d'un an, a fait comme si le problème n'existait pas. On lui reproche aujourd'hui d'avoir laissé pourrir la situation.

Quelle situation? Combien y a-t-il d'immigrés en France? On avance le chiffre de 4 millions, mais on n'a pas de données précises. C'est l'une des causes de l'inquiétude croissante de la population. On peut entrer en France comme touriste, y trouver un travail au noir et y demeurer dans cette situation irrégulière pendant plusieurs années.

Les nationaux ont beau vouloir intégrer les immigrés, encore faut-il que ces derniers y consentent. Quand les maghrébins, qui constituent la majorité des immigrés, réclament une mosquée à Lyon ou à Marseille, ou quand ils incitent leurs filles



à porter le tchador dans les écoles laïques de la République, tout en continuant de faire beaucoup d'enfants, on doute de plus en plus de leur volonté de devenir les héritiers intellectuels de Pascal et de Voltaire. Que faire alors?

Les événements d'Europe de l'Est et le projet d'une Europe des 12 compliquent singulièrement la situation. À l'intérieur de l'Europe des 12, les frontières nationales sont de plus en plus poreuses. En principe, la membrane protectrice est celle qui encercle les 12.

Mais dès lors que l'Allemagne de l'Ouest accorde automatiquement la citoyenneté aux Allemands de l'Est, un problème imprévu se pose. Les Allemands de l'Ouest, qui sont demeurés nationalistes, préfèrent évidem-

ment leurs concitoyens de l'Est aux Turcs par exemple. On sait d'autre part que la RFA a déjà renvoyé des dizaines de milliers de Turcs dans leur pays, sans toutefois leur interdire de prendre une autre direction, celle du Canada, par exemple. Devant la menace que constitue pour eux l'arrivée massive des Allemands de l'Est, les Turcs de RFA sont évidemment tentés de traverser la frontière française. Et ils le font.

Notons que parmi les Français qui ont voté FN aux dernières élections partielles, il y a de nombreux nationalistes qui se résignent mal à la disparition progressive des frontières et d'une manière générale, aux atteintes à la souveraineté de la France. Le rapprochement des deux Allemagnes, dans le con-

texte européen actuel, n'a rien de réjouissant à leurs yeux. En accordant automatiquement la citoyenneté aux frères de l'Est et en incitant ainsi les Turcs à entrer en France, la RFA n'intervient-elle pas indirectement dans la politique intérieure française?

La France est douloureusement confrontée à ses propres idéaux. France, terre des droits de l'homme, premier asile des réfugiés politiques! L'élite reste profondément attachée à ces nobles principes. Ils sont malheureusement abstraits et ce sont les petites gens qui en assument quotidiennement les conséquences concrètes.

À Paris ce sont des chauffeurs de taxi lepenistes qui vous accueillent à l'aéroport pour vous conduire à un hôtel où vous ne rencontrerez que des bourgeois à l'esprit ouvert, dont certains se disent prêts à prendre le maquis pour éviter à leur pays la honte d'un gouvernement FN.

Il se pourrait fort bien que même si elle célèbre cette année son bicentenaire, la France idéaliste de 1789 n'ait pas encore eu son rendez-vous décisif avec l'histoire, lequel consistera pour

elle, soit à aller au bout de sa logique en appliquant concrètement et généreusement ses idéaux abstraits, soit à pratiquer un révisionnisme déchirant.

Le premier ministre socialiste Michel Rocard avait récemment que la France ne pouvait pas héberger toutes les misères du monde. Quelques semaines auparavant, il avait fait une distinction — jugée discriminatoire par des membres de son propre parti — entre les réfugiés politiques et les réfugiés économiques. Quel sort fera-t-il aux immigrés écologiques que réserve l'avenir à tous les pays riches?

Dans une telle situation, la sagesse consiste-t-elle pour un gouvernement à adapter ses politiques aux capacités d'assimilation de la population, qui sont limitées, ou à imposer la tolérance, par la force au besoin?

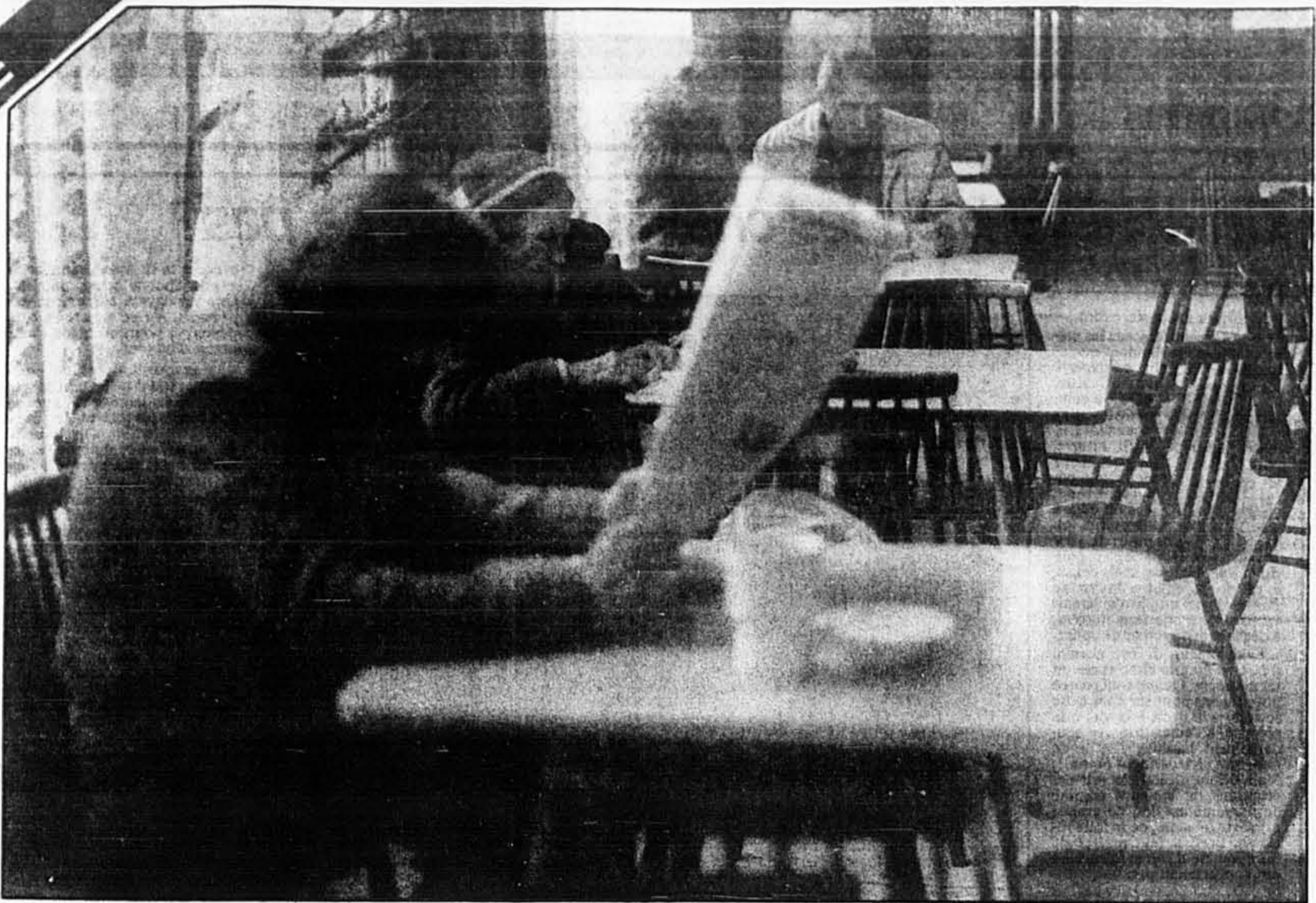
Plusieurs observateurs estiment que le problème français pourrait encore être réglé dans l'harmonie à condition qu'on ose adopter les mesures politiques et administratives requises pour verrouiller les frontières et pour assurer l'intégration effective des étrangers qui ont déjà des racines en France.



Lysiane Gagnon

Lysiane Gagnon est présentement en vacances; sa chronique reprendra samedi prochain

POLOGNE



Jamais depuis la Deuxième Guerre mondiale n'avait-on vu autant de «soupes populaires» distribuées à Varsovie. Ici, au bar laitier Zlota Kurka (La Poule dorée), l'atmosphère n'est pas aux fêtes de fin d'année.

PHOTO AGNES GRUDA, La Presse

De plus en plus de pauvres, de plus en plus de... avec un vide effroyable en plein milieu

Les Polonais ne savent plus trop combien ils gagnent et ils ignorent combien ils devront payer pour assurer, chaque mois, leurs besoins de base



AGNES GRUDA

Envoyée spéciale
La Presse à
VARSOVIE

Un gros soleil orange se lève sur l'aéroport international de Varsovie. Dans le taxi qui me conduit vers le centre-ville, j'ai le sentiment que quelque chose a changé, ici, depuis mon dernier passage, il y a un peu plus de deux ans. Mais quoi?

Hitachi, Atari, banque, hôtels... Tout à coup, la différence me saute aux yeux: ce sont les panneaux publicitaires, qui ont poussé, nombreux et colorés, à la sortie de l'aéroport.

Ces invitations aguicheuses à la consommation donnent à la Pologne des airs d'Occident. Elles ont même envahi, ainsi que je le constaterai un peu plus tard, les wagons des tramways, dont les flancs rouges sont maintenant placardés d'annonces.

Les vitrines des magasins — pyramides d'oranges, de chocolat, de vêtements chics, etc. — renforcent cette première impression d'opulence. D'opulence occidentale. Impression d'autant plus forte que j'arrive directement de

Moscou, où les étagères gris exposent ad nauseam la même désolante boîte de petits pois verts. Car Varsovie, après Moscou, c'est un peu comme si on débarquait chez Holt Renfrew en sortant de chez Croteau...

Quelques conversations plus tard, je redescends sur terre: la Pologne n'est pas encore tout à fait sortie du bois... L'apparence de richesse se paie au prix d'une inflation telle que bien des denrées disposées avec soin dans les vitrines sont tout simplement inaccessibles pour le Polonais moyen.

«Il y a encore quelques jours, un litre de lait écrémé coûtait 30 zlotys. Aujourd'hui, il en coûte 210», me renseigne Witold. «Si l'inflation ne touchait que certains produits. Mais elle augmente le prix de toutes les denrées, même les plus essentielles», déplorera un peu plus tard Magda, en s'excusant de me recevoir avec une simple salade de légumes, des sardines, des endives et du gâteau.

Incertitude

L'inflation, qui résulte de la libéralisation du marché — un des points centraux de la réforme économique du gouvernement Mazowiecki —, se traduit d'abord et avant tout par une immense incertitude.

Les Polonais ne savent plus

trop combien ils gagnent — le salaire mensuel est accompagné d'un montant de «compensation» imprévisible — et ils ignorent combien ils devront payer pour assurer, chaque mois, leurs besoins de base.

Ce sont également les compteurs des taxis, dont le tarif doit être multiplié par 50. Il y a quelques semaines, le facteur de multiplication n'était que de 35. Et les téléphones publics, qui n'ont pas tous été modifiés pour gober

Dans les orphelinats, les enfants ont le choix entre une tranche de fromage ou une tranche de saucisson mais pas les deux!

Dans sa démarche visant à rajuster les prix aux coûts réels, le gouvernement s'apprête à frapper un nouveau dur coup au début de l'année prochaine, en majorant substantiellement le prix des loyers. On ne sait pas encore quelle sera l'ampleur de cette hausse, ni quand exactement elle entrera en vigueur. Mais c'est une inquiétude de plus pour les Polonais, qui dépendent déjà, en moyenne, près des deux tiers de leurs revenus seulement pour se nourrir.

L'inflation, c'est aussi le prix du litre d'essence qui augmente de 100 zlotys chaque semaine, ou celui d'un billet d'avion pour New York, majoré chaque lundi de 100 000 zlotys (soit le tiers d'un salaire mensuel moyen, selon les statistiques de novembre).

les pièces de 20 zlotys, nouveau tarif d'une communication téléphonique. Ce qui entraîne de longues tergiversations devant les cabines téléphoniques: «C'est écrit cinq zlotys, mais c'est peut-être deux, ou encore vingt...»

Autre effet pernicieux de la poussée des prix: il devient extrêmement difficile d'obtenir un service acceptable de la part de certains ouvriers spécialisés tels les électriciens, plombiers, peintres, ébénistes.

C'est ainsi qu'Agnieszka, son mari et leurs deux jeunes enfants attendent depuis sept mois la rénovation de leur appartement dans le quartier de Zoliborz. Quand l'ébéniste s'est aperçu que ça allait lui prendre plus de temps que prévu pour poser les plan-

chers, il a déguerpi sans crier gare: avec l'augmentation des prix, c'est devenu plus rentable pour lui de trouver un nouveau contrat. Le jour où nous nous sommes rencontrés, Agnieszka était au désespoir: son nouvel ébéniste venait d'annoncer qu'il «n'en pouvait plus» et qu'il envisageait lui aussi de tirer sa révérence.

À mesure que les prix augmentent, les pénuries et leur corollaire — les traditionnelles queues devant les portes des magasins — s'estompent.

Actuellement, il faut encore faire la queue pendant plusieurs heures pour acheter de l'essence. Et les appareils électroménagers s'acquiescent au prix d'une longue patience.

«J'ai dû engager un *stacz* pour trouver une laveuse pour ma mère», raconte Jacek, jeune psychologue. Un *stacz*? C'est quelqu'un qui fait la queue «professionnellement», contre rémunération, explique le jeune homme. «Au bout de deux mois, on a eu notre laveuse.»

Biftecks et soupe populaire

Mais alors qu'il y a deux ans, le moindre arrivage de saucisson attirait des foules dans des boucheries habituellement vides, aujourd'hui, quelques passants à peine s'arrêtent devant les camionnet-

tes pleines de biftecks et de côtelettes, que les producteurs privés installent directement dans la rue.

Car la viande, encore faut-il pouvoir la payer. Or, un des résultats les plus inquiétants de la transition vers le capitalisme est l'apparition d'une tranche de population de plus en plus pauvre incapable de profiter de la générosité des étalages.

Les retraités, les familles nombreuses, les familles monoparentales sont les premiers à écope, explique Marta Kukla, employée de la Croix-Rouge polonaise, qui orchestre, depuis le début de l'automne, un réseau de «soupes populaires».

En l'absence de tout autre système d'aide sociale, la Pologne a dû trouver une façon de combattre ne serait-ce que la famine. «Les soupes populaires, on n'en a pas vu ça ici depuis la Deuxième Guerre mondiale», fait remarquer Mme Kukla.

Les soupes gratuites sont distribuées dans les «bars laitiers» genre de cafétérias bon marché. «Au début, les gens venaient timidement, ils avaient honte. Mais maintenant, on donne environ 2500 soupes gratuites chaque jour à Varsovie.»

L'appauvrissement frappe aussi les enfants. Récemment, la proposition d'une directrice d'école d'offrir deux types de repas à la

Un requin façon Wall Street à Varsovie

AGNES GRUDA

envoyée spéciale
La Presse à VARSOVIE

Pour les transactions de cent dollars, pas besoin de faire la queue! — Cent quoi? Achetés ou vendus? — J'en sais rien. Il a dit «cent». Bon, je vais rappeler.

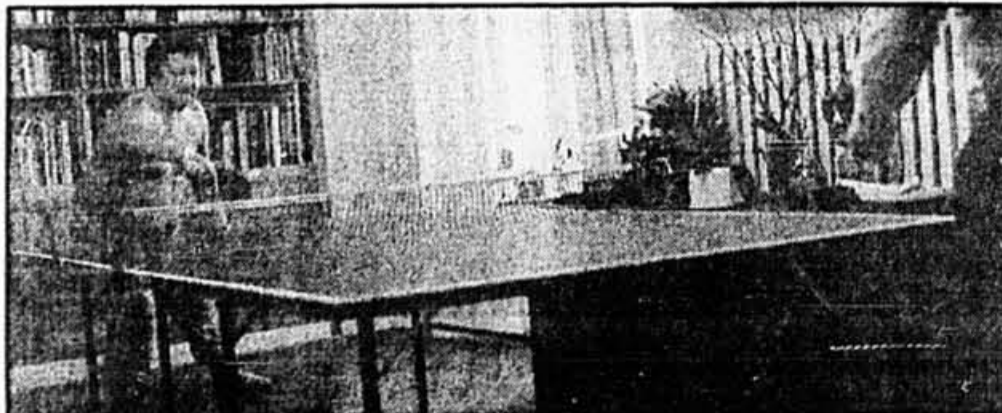
Grelottant de froid sous son manteau, Teresa tape nerveusement sur le téléphone, qui établit la communication à la troisième tentative. Assez mal, d'ailleurs, si bien que la jeune femme doit hurler pour se faire comprendre.

Dans le petit bureau du comptoir de change Dorchem, rue Marszalkowska, au centre commercial de Varsovie, les fenêtres sont grandes ouvertes, l'électricité est en panne, et les jurons pleuvent dans la confusion la plus totale.

Une fille entre en coup de vent: «Teresa, quelle sorte de cognac il aime, le chef?»

Le «chef», qui n'aime, ainsi que le révèle Teresa, «que le vrai cognac, pas un quelconque brandy», c'est Lech Grobelny, le «requin» du marché polonais des devises occidentales.

En me faisant monter à pied les six étages qui mènent aux bureaux où règne M. Grobelny, Teresa m'explique qu'il ne s'agit pas d'un véritable bureau. «C'est un appartement, les locataires nous prêtent les chambres pendant le jour et se réfugient dans la cuisine.»



Lech Grobelny, dans ses loisirs. «Pas mesurable...»

PHOTO AGNES GRUDA, La Presse

Lech Grobelny, c'est le prototype de ce que pourrait devenir le capitalisme polonais si on ne se dépêche pas de l'encadrer à l'intérieur de règles de conduite minimales.

Le tout-Varsovie en parle, avec une crainte mêlée de fascination: c'est lui, dit-on, qui a orchestré il y a quelques semaines le «mardi noir» du Wall Street polonais: en une seule journée, le dollar a plané jusqu'à atteindre une valeur de plus de 10 000 zlotys, pour «clôturer» à 4000.

Depuis, la valeur du billet vert dans les bureaux de change privés — *kantor* —, qui ont poussé comme des champignons à Varsovie, s'est stabilisée autour de 7000 zlotys, soit un peu moins du double du taux officiel. Et en attendant que les taux officiels et «privés» s'égalisent, ce qui de-

vrait se faire d'ici quelques mois, les propriétaires des *kantor* font des affaires d'or.

Mais malgré son commerce florissant, Lech Grobelny, roi du marché du dollar à Varsovie, était d'une humeur massacrante le jour où nous nous sommes rencontrés.

«Quelle bande d'idiot! Les 45 ans de communisme vous ont rendus complètement débiles», hurlait-il à l'adresse de ses employés.

Que s'est-il passé? «C'est à cause de la panne, m'explique discrètement une dame qui s'occupe du marketing de la firme Dorchem. Ce matin, on avait vingt et un mille dollars dans nos caisses. Mais après la panne d'électricité, quand les ordinateurs se sont remis en marche, on a constaté qu'il n'en restait plus que mille. On ne sait pas trop qui les a achetés.»

Lech Grobelny, ventre nu au-dessus de son survêtement occidental, accepte de m'accorder une entrevue. «Dans quelques minutes, je dois d'abord réfléchir.»

Il réfléchit en jouant au ping-pong et en distribuant généreusement des tapes sur le postérieur des jeunes femmes qui prennent le risque de l'approcher. Puis il m'expliquera, entre deux séances de «réflexion», qu'il est riche, qu'il a sept voitures, fume des cigarettes américaines, et peut se permettre de réinvestir tous ses profits.

Il me montre fièrement l'annonce d'offre d'emploi qu'il a fait publier dans les journaux le matin même: «Nous engageons personnes avec quotient intellectuel de 150 et plus, prêtes à travailler fort.»

Profitant d'une brève absence du «chef», la spécialiste du marketing me rassure: «Je sais bien, un Q.I. de 150, c'est énorme. Mais on va le calculer avec des normes polonaises», dit-elle avec un sourire ironique.

Lech Grobelny prospère et étend ses activités. Sa dernière trouvaille: offrir aux Polonais un rendement de 300 p. cent en trois ans sur leurs investissements. Rien de moins.

«Si le capitalisme, ça doit être ça...», murmurent les Polonais, un peu effrayés par ce personnage caricatural.

Lech Grobelny, lui, n'a peur de rien. Mais il préfère quand même ne pas se soumettre au test de quotient intellectuel qu'il veut imposer à ses futurs employés. «De tout façon, moi, je ne suis pas mesurable...»



Sur un mot d'ordre de Lech Walesa, Arek et Jacek se lancent en affaires

AGNÈS GRUDA
envoyée spéciale
La Presse à VARSOVIE

«N'oublie pas: achète des enveloppes, du papier à dactylographier et du Lettraset.»

Arek, père de famille et psychologue dans la vingtaine, donnait l'autre jour ses dernières recommandations à son copain Jacek, qui devait prendre le train pour Berlin dans la soirée.

Un petit saut de 24 heures: histoire d'aller magasiner et de rapporter quelques outils de travail introuvables en Pologne, mais indispensables pour quelqu'un qui vient tout juste de se lancer en affaires.

Comme des milliers d'autres Polonais, Arek et Jacek ont décidé, il y a quelques mois, de suivre le mot d'ordre de Lech Walesa et de fonder leur propre compagnie.

Avec son salaire de psychologue à mi-temps qui lui permettait à peine de payer ses 20 litres d'essence par semaine, Arek devait, pour boucler son budget, faire régulièrement des petits voyages lucratifs à l'Ouest. L'été dernier, par exemple, il a travaillé comme peintre en Norvège.

Mais le cours des devises occidentales n'a pas suivi, en Pologne, le récent boom inflationniste. Les expéditions occidentales deviennent de moins en moins rentables. Il faut trouver autre chose.

«Je n'avais aucune envie de vendre des stylos ou des brosses. Un ami hollandais m'a donné l'idée d'offrir des services aux journalistes étrangers, qui se sentent un peu perdus en Pologne. Et il m'a prêté trois mille dollars comme investissement de départ», raconte Arek.

Avec deux copains, ce dernier a donc décidé de faire concurrence à l'agence gouvernementale Interpress. Mais en Pologne, les affaires, ça démarre lentement.

«Ça prend de quatre à six mois avant d'avoir une entente notariée, et à moins de payer un avocat sous la table, quelques mois de plus pour faire enregistrer la compagnie.»

La banque n'a plus de numéros...

Après, il faut ouvrir un compte en banque. Et là aussi, l'attente peut être interminable. Car, ainsi que me le relatent plusieurs des «néo-capitalistes» polonais, les banques polonaises font face à une étonnante pénurie de... «numéros».

«Dans certaines banques, il n'y a pas de comptes disponibles. Il faut attendre pendant plusieurs mois. Ou alors, comme a fait un de mes amis quand on lui a dit qu'il n'y avait plus de numéros à Varsovie, trouver une banque de banlieue, où la demande est moins grande», m'explique patiemment Arek.

Il y a un peu plus d'un an, le gouvernement polonais — celui d'avant les élections de juin — a pratiquement levé les derniers obstacles qui entravaient la libre-entreprise en Pologne. Ainsi, il n'est plus nécessaire, aujourd'hui, de prouver qu'une compagnie sera «utile» et qu'on a toutes les qualifications requises pour se lancer en affaires.

Depuis janvier dernier, quelque 10 000 entreprises privées ont ainsi officiellement vu le jour en Pologne. Ces statistiques demeurent approximatives, car elles ne tiennent compte ni des firmes non enregistrées, ni de celles qui ont fermé boutique après quelques mois d'activité.

Avec la formation d'un gouvernement de Solidarité, l'engoue-

ment pour l'entreprise privée s'est accentué. Parfois, par obligation: en se retirant progressivement de plusieurs secteurs de l'économie, le gouvernement Mazowiecki fait planer la menace du chômage et force les Polonais à prendre en main leur destin économique.

Un exemple: le réseau de publications RSW Prasa, qui contrôle la distribution des journaux et périodiques officiels, est actuellement soumis à un solide ménage. Ce qui n'est pas rentable devra disparaître, explique Katarzyna, journaliste d'un magazine scientifique, qui craint pour la survie de sa publication.

Résultat: dans la salle de rédaction du quotidien officiel *Zycie Warszawy* (Vie de Varsovie), on soupèse actuellement les possibilités d'une «privatisation» du journal.

Crevettes et ordinateurs

Jerzy Kaniewski, ancien leader de Solidarité à l'usine d'Ursus, près de Varsovie, a atterri en prison le 13 décembre 1981, le jour de la proclamation de la loi martiale.

Et c'est en prison, avec une dizaine de co-détenus, qu'il a eu l'idée de troquer le syndicalisme militant pour les affaires.

Jerzy Kaniewski a commencé par vendre des ordinateurs qui lui étaient apportés, un à un, de Singapour. Mais le marché de l'informatique est vite devenu saturé en Pologne: «En quelques années, 700 firmes comme la nôtre ont vu le jour. Alors il a fallu trouver autre chose.»

La société WOLA a finalement trouvé un filon en or: parallèlement à la vente d'ordinateurs, elle reçoit des... crevettes hollandaises, qui sont décortiquées en Pologne et retournées dans leur plus simple appareil en Hollande.

La firme hollandaise y trouve son compte: la main d'œuvre polonaise ne coûte pas bien cher.

Avec ses 3000 employées qui s'acharment jour et nuit sur le petit crustacé, et des profits qui devraient atteindre le milliard de zlotys cette année, M. Kaniewski s'est peu à peu éloigné de ses racines syndicales.

Il paie ses employées au kilo de crevettes décortiquées, et avoue qu'il verrait d'un très mauvais oeil l'apparition d'un syndicat dans son entreprise.

«Un syndicat, c'est toujours une association de travailleurs contre leur employeur. Je ne vois pas pourquoi les employés devraient me dicter le salaire que je leur paie. Après tout, c'est moi qui a eu l'idée...», laisse candidement tomber M. Kaniewski, qui envisage maintenant de s'attaquer au marché de la margarine...

Capitalisme sauvage?

«Nous sommes passés d'une forme dégénérée de féodalisme à un capitalisme sauvage, sans traditions, sans mécanismes de contrôle, c'est une vraie jungle...», commente Marek, un autre psychologue qui a décidé de prendre le train de l'entreprise privée.

Car «pour travailler dans les services de santé, en Pologne, il faut être indépendant de fortune», affirme Marek, qui a longtemps réussi à survivre en travaillant comme bûcheron en Bavière pendant l'été.

Récemment, avec des amis, Marek a eu l'idée de sa lancer dans la vente de cassettes copiées à partir de disques compacts achetés à l'Ouest. «J'aime la musique et je voulais joindre l'utile à l'agréable.» Mais son expérience du marché privé le laisse perplexe.

D'abord, parce que, selon lui, tout le régime d'impôt en Pologne est conçu sur la présomption que «tout le monde triche». Alors, la plupart des entreprises fonctionnent dans la semi-illégalité: «Elles n'ont pas le choix.»

Ensuite, parce qu'en l'absence d'une éthique commerciale élémentaire, tous les coups sont permis, affirme-t-il, reprenant une crainte généralisée dans la Pologne en transition: celle de se réveiller, après 45 ans de communisme, dans un régime capitaliste genre 19^e siècle. Comme si rien ne s'était passé...

Au centre-ville de Varsovie, les marchands de viande s'installent directement dans la rue. La disponibilité ne fait pas de doute. Pas plus que l'incapacité financière des Polonais moyen de se procurer cette viande.

PHOTO AGNÈS GRUDA, La Presse

CHILI

Patricio Aylwin, 71 ans, dirige la Concertation des partis pour la démocratie, qui rassemble 17 partis d'opposition (du centre-droit à la gauche socialiste) et part largement favorite aux élections chiliennes.

PHOTO REUTERS



Le Chili au seuil de l'après-Pinochet

GILLES TOUPIN

envoyé spécial
La Presse à SANTIAGO



Le Chili tout entier s'apprête à vivre un grand moment de son histoire. Au terme de 16 années de dictature, Augusto Pinochet quittera bientôt le palais de La Moneda. Les boîtes de scrutin ne sont même pas en place que déjà l'opposition fait la fête...

Les élections générales de jeudi prochain, 14 décembre, sonneront le glas de la deuxième déroute politique du capitaine-général, dernier dictateur du continent sud-américain. La première a eu lieu le 5 octobre 1988, lorsqu'un référendum eut pour résultat un «No» massif à huit autres années de régime Pinochet.

Mais cette espèce d'euphorie qui règne à Santiago et dans les autres grandes villes du Chili est aussi teintée, pour certains, d'une sorte de réflexe d'incrédulité et,

pouvoir contre son gré, avec une certaine amertume, piquant encore des colères contre la future administration qui prendra ses fonctions le 11 mars 1990. «Si on touche à mes hommes, c'en est fini de l'État de droit», a-t-il menacé, à l'intention d'une partie de l'opposition qui a la volonté ferme d'enquêter sur les innombrables violations des droits de la personne ayant ensanglanté le pays depuis l'arrivée des militaires au pouvoir.

La logique voudrait que même Pinochet soit jugé, selon l'avis du coordonnateur de la Commission chilienne des droits de l'homme, Andres Dominguez. «Mais il faut être réaliste, ajoute-t-il. Je serais soulagé qu'au moins il quitte le pays.»

Ainsi, la fameuse loi d'auto-amnistie d'avril 1978, décrétée par la junte militaire pour tous les crimes commis entre septembre 1973 et mars 1978, au plus fort de la repression qui a suivi le coup d'État contre le président élu Salvador Allende, est au coeur du débat électoral.

Pas question de changer la loi, dit la droite. Il faut punir ceux qui sont coupables de crimes con-

Il s'est fabriqué sur mesure une loi pour les forces armées qui met celles-ci à l'abri du pouvoir exécutif. Patricio Aylwin et sa Concertation entendent bien changer cela. Le général a également placé des hommes de confiance — dans les rouages des principales institutions comme le Conseil national de télévision ou des entreprises du secteur public. La plupart de ces nominations sont «inamovibles».

Cette semaine, coup de théâtre! Bien que le régime ait aussi fait de la Banque centrale, outil fondamental du développement économique du pays durant le prochain gouvernement démocratique, une entité indépendante, des négociations intenses entre le régime actuel et l'opposition ont eu pour résultat la nomination d'un Conseil de consensus à la direction de cette institution, qui sera désormais formée de trois membres de l'opposition et de deux membres de l'actuel régime. Les milieux politiques n'ont pu faire autrement que de conclure que le gouvernement venait de reconnaître le triomphe d'Aylwin...

Prosperité de surface

Quant au candidat de la «continuité», Hernan Buchi, épaulé par l'Union démocratique indépendante (UDI) et, dans une moindre mesure, par Renovation nationale (parti de Sergio Onofre Jarpa, ex-premier ministre de Pinochet), il se présente sous la banderole de la coalition Démocratie et progrès.

Outre son allure de blondinet sportif, Buchi a pour lui ses succès en tant que ministre des Finances. Il est responsable du prodigieux essor économique que le Chili a connu ces dernières années. Mais il est irrémédiablement marqué par son image de fidèle serviteur du régime militaire. L'opposition s'en donne à coeur joie en reconnaissant qu'il a certes remis le Chili sur les rails d'une croissance exceptionnelle mais, affirme-t-on au siège de la Concertation, «au prix de la perpétuation d'une majorité de Chiliens pour le seul profit d'une minorité de privilégiés dont les affaires ont prospéré».

Enfin, Francisco Javier Errazuriz, homme d'affaires fortuné aux accents populistes, se pose en défenseur d'une classe moyenne lamenée par la politique économique de Buchi. En troisième position dans les intentions de vote, il grappillera quelques voix, ici et là, dans les camps de ses rivaux. Tous ses espoirs résident dans un éventuel deuxième tour de scrutin, de plus en plus improbable.

La Concertation met en effet toutes ses forces dans la bataille. Non seulement pour raffler l'élection présidentielle, mais aussi pour s'assurer d'une nette majorité au Parlement, ce qui lui permettra de se lancer à fond de train dans la «dépinochéisation» du Chili. Réforme profonde qui passe, en premier lieu, par une réforme constitutionnelle qui assouplira le texte de 1980, rédigé sur mesure pour le dictateur.



PHOTO REUTERS

L'un des candidats de la droite, Hernan Buchi, 41 ans, reçoit un baiser d'une militante, par affiche électorale interposée.

surtout chez les témoins du coup d'État sanglant de 1973, d'une bonne dose de réalisme.

«Le vieux n'est pas encore parti», déclare une opposante sceptique. «La victoire de l'opposition, jeudi prochain, ne sera que le début d'une grande bataille. Le nouveau gouvernement devra commencer un processus de rénovation nationale et il va nécessairement créer des situations difficiles et conflictuelles.»

Trois candidats se font la lutte pour la présidence. La Concertation des partis pour la démocratie, de Patricio Aylwin, 71 ans, rassemble 17 partis d'opposition (du centre-droit à la gauche socialiste) et part largement favorite. Les sondages lui donnent entre 55 et 60 p. cent des voix. La droite est divisée entre le candidat «officiel» et de la «continuité», Hernan Buchi, technocrate de 41 ans et ancien ministre des Finances de Pinochet, et le populiste Francisco Javier Errazuriz.

Ne touchez pas!

La campagne électorale est destinée à élire le chef de l'État, 38 sénateurs (neuf autres seront désignés d'office, dont sans doute Pinochet lui-même, en compagnie des chefs des forces armées) et 120 députés. Elle a réussi jusqu'à maintenant à ne pas dérapier, malgré l'intensité du débat national.

C'est que le général quitte le

tre l'humanité, disent certains secteurs de la gauche. C'est une affaire qui concerne les institutions judiciaires, affirme avec modération Ricardo Lagos, président du Parti pour la démocratie (PPD), l'une des plus puissantes composantes de la Concertation, et candidat au Sénat dans la circonscription de Santiago-Ouest.

Partir... un peu

En fait, malgré les apparences et les divisions idéologiques entre les diverses branches de l'armée, les militaires ne rentreront pas aussi docilement qu'on le croit dans leurs casernes après le 11 mars. Pinochet a déclaré qu'il resterait chef de l'armée de terre. Mais l'opposition pense autrement. «Pinochet a dit tant de choses, dit Ricardo Lagos, nous sommes fatigués: 16 ans, c'est beaucoup. Je ne connais pas d'armée qui ait gardé son commandant en chef pendant 25 ans.»

«Il est très difficile, poursuit le chef du PPD, pour un dictateur d'abandonner son poste. Il rêve de continuer à tirer les ficelles. Pour ce faire, il est en train de constituer un État dans l'État qui sera aux mains des militaires, ce qui lui permettra de quitter La Moneda tout en gardant le Chili.»

Augusto Pinochet, en bon stratège, a en effet placé entre les mains du futur gouvernement quelques bombes à retardement.



La Presse sera présente aux élections chiliennes. Gilles Toupin rendra compte régulièrement dans nos pages de l'évolution de la campagne en cours.



Jean-Louis Roy à la tête de l'ACCT



PIERRE GRAVEL

L'élection, lundi dernier, de Jean-Louis Roy au poste de secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) a mis en lumière le nouveau climat prévalant entre les gouvernements du Canada et du Québec dans les dossiers internationaux.

Selon qu'on l'envisage dans une optique fédéraliste ou souverainiste, l'issue de cette élection peut avoir une double signification: elle illustre bien l'efficacité d'une saine collaboration entre Québec et Ottawa ou, à l'inverse, elle témoigne de l'abdication complète du Québec qui s'est totalement mis à la remorque d'Ottawa sur le plan des relations internationales.

«Ce qui caractérise l'actuel gouvernement du Québec dans ce genre de dossier», affirmait cette semaine à *La Presse* l'ex-ministre péquiste Claude Morin, «c'est sa timidité et sa peur de se manifester. Au fond, ce qui le rend remarquable, c'est son manque total de dynamisme dans ce domaine.»

Dans la même perspective, *Le Soir* de Bruxelles écrivait, au lendemain de l'élection de Jean-Louis Roy, que «le Québec, pourtant membre à part entière de l'ACCT, s'est effacé derrière le Canada.»

Le premier ministre Bourassa n'est évidemment pas d'accord avec cette interprétation qu'il a décrite à *La Presse* comme «une simplification nettement exagérée». C'est vrai, reconnaît-il, que le Québec a étroitement collaboré avec Ottawa «parce que nos intérêts coïncidaient. Mais il y a toute une différence entre la collaboration et la sujétion. Parce que nos relations avec Ottawa sont moins conflictuelles, elles paraissent moins spectaculaires. Mais ça n'atténue en rien la ferme volonté du Québec de jouer

pleinement son rôle international dans les domaines de sa juridiction.»

Un succès d'Ottawa

Chose certaine, la désignation de Jean-Louis Roy représente une importante victoire pour le gouvernement fédéral. Importante parce qu'elle a été arrachée de haute lutte — après quatre tours de scrutin — au terme d'une intense guerre d'influence avec la France auprès des pays francophones d'Afrique.

Même si, officiellement, c'est la Belgique qui a dû s'incliner devant l'actuel délégué général du Québec à Paris, c'est en effet le gouvernement français qui demeure le grand perdant de cette affrontement. Après avoir publiquement pris fait et cause pour «le candidat de l'Europe», le gouvernement français — le ministre Alain Decaux en tête — a mis tout son poids dans la balance, au moment de l'élection à Ottawa, en faisant activement campagne auprès de ses anciennes colonies.

Ce triomphe du Canada est d'autant plus remarquable que le candidat belge, Roger Dehaybe, pouvait compter sur l'appui du Zaire et du Sénégal qui, selon *Le Soir* de Bruxelles, «exercer un véritable magistère moral sur la francophonie». Même *Le Monde*, dans son édition de mardi, a reconnu l'implication du gouvernement français en décrivant comme «une déconvenue pour la France» la victoire de Jean-Louis Roy.

En dépit du fait que M. Roy était désigné comme le candidat commun du «Canada-Québec», il était devenu évident pour tout le monde, depuis plusieurs mois, que le gouvernement fédéral assumait, seul, le leadership réel de sa campagne électorale. Un leadership assumé plus particulièrement par les ministres Lucien Bouchard et Monique Landry, qui avaient obtenu l'aval enthousiaste de Brian Mulroney et de Joe Clark, et par l'ambassadeur au Sénégal, Jean-Paul Hubert, et plusieurs hauts-fonctionnaires dont Claude Baillargeon, Marc Lortie



Québec à la remorque d'Ottawa

et Louis de Lorimier, du ministère des Affaires extérieures.

C'est d'ailleurs en identifiant Jean-Louis Roy comme «le candidat du Canada», sans mention du Québec, que le ministre malien Bakari Traore, président de la Conférence, a présenté à l'assemblée son nouveau secrétaire général.

Si, au Québec, la victoire de M. Roy a provoqué une intense satisfaction au bureau du premier ministre Bourassa, la campagne électorale qui l'a précédée a créé, elle, un certain malaise au sein du ministère des Affaires internationales.

C'est un secret de polichinelle que, dans toute cette opération conjointe du Canada et du Québec, plusieurs fonctionnaires québécois, plus habitués aux conflits qu'à la collaboration avec Ottawa, se sont sentis profondément mal à l'aise.

Même Jean-Marc Léger, un haut-fonctionnaire à la retraite qui fut le premier secrétaire général de l'ACCT en 1970, faisait activement campagne en faveur du candidat belge, donc contre le représentant officiel du Québec. A quelques heures à peine du scrutin, il prédisait encore un scrutin très serré.

Il est pourtant intéressant de noter que les résultats correspondent presque exactement aux prédictions émanant d'Ottawa au cours des derniers mois, alors que les rapports émanant de la fonction publique québécoise prédisaient une humiliante défaite à cet aspirant ayant reçu l'aval du gouvernement fédéral!

Jusqu'au ministre Guy Rivard, délégué à la Francophonie, qui s'est involontairement mis dans l'embarras lorsque, conseillé par son sous-ministre adjoint Denis Ricard, il a accepté la présidence du Conseil d'administration de l'ACCT pour se voir forcé d'y renoncer quatre jours plus tard, après la victoire de M. Roy. Ce n'est d'ailleurs pas l'effet du hasard si, au moment crucial de la

votation, le premier ministre Bourassa a dépêché à Ottawa son représentant personnel, Ronald Poupard, pour s'assurer que la délégation québécoise ajuste son comportement sur la stratégie élaborée par Ottawa.

Ce malaise profond chez les fonctionnaires québécois s'explique en grande partie par le fait que jusqu'à la fin du régime Trudeau, toute l'activité du Québec sur le plan international s'articulait à partir d'une dialectique d'affrontement avec Ottawa.

L'adhésion même du Québec comme membre de l'ACCT, en 1970, n'a été obtenue qu'au terme d'une guérilla diplomatique menée, contre Ottawa, par les nationalistes québécois solidement épaulés par la France. Même chose en ce qui a trait au Sommet de la francophonie. Jusqu'à la fin de son règne, Pierre Trudeau s'est toujours opposé à la présence du Québec à une telle réunion que la France se refusait de convoquer à défaut de pouvoir y inviter le Québec.

Quelques années plus tard, c'est contre cette même France, l'alliée indéfectible des jours difficiles, que les fonctionnaires québécois étaient invités à faire front commun avec Ottawa, l'ennemi d'hier! Faut-il s'étonner qu'ils ne l'aient pas fait avec un enthousiasme délirant?

Dans ce contexte, la victoire de Jean-Louis Roy constitue certes celle d'un Québécois supporté conjointement par les premiers ministres du Canada et du Québec. Il n'est pas évident cependant qu'elle soit le fruit d'une étroite collaboration entre des fonctionnaires québécois d'allégeance souverainiste et ceux qui croient à une autre manifestation du «beau risque du fédéralisme».

Reste à voir ce qui arrivera si, dans l'avenir, les relations se détériorent à nouveau entre Québec et Ottawa. Et quelle sera alors l'attitude de la France face à ces «Français du Canada» qui lui auront, un jour, fait faux bond.

Voyageur: patron et syndicats font match nul



FRANÇOIS BERGER

L'un des plus longs conflits de travail des dix dernières années au Québec s'achèvera officiellement lundi, avec le retour au travail de la plupart des 283 employés en grève ou en lock-out de la compagnie de transport par autobus Voyageur.

Commencé le 7 décembre 1987 avec le lock-out des 59 employés de bureau de l'entreprise à Montréal, le conflit chez Voyageur s'est envenimé six mois plus tard avec le débrayage de 224 autres employés des terminus et de l'entretien des véhicules.

Ce conflit de travail, ponctué d'altercations et autres bousculades ayant mené à une cinquantaine d'arrestations, aura duré deux ans et trois jours. Ces dix dernières années, le plus long conflit de travail au Québec a duré 34 mois, de décembre 1979 à octobre 1982, chez Zeller's à Lachute.

De tous les conflits de plus de deux ans, celui chez Voyageur a impliqué le plus grand nombre de travailleurs. Les autres impliquaient entre six travailleurs à la compagnie Tremblay Ltée de Baie Saint-Paul, de 1981 à 1983, à 53 chez Zeller's.

«Un conflit d'une telle durée est rare, mais il fallait peut-être qu'il soit long parce qu'on demandait aux syndiqués de renoncer à des acquis», constate M. Yvan Blain, ancien sous-ministre du Travail qui a agi comme médiateur spécial dans le conflit chez Voyageur. C'est le rapport de M. Blain, accepté par l'employeur et les syndicats cette semaine, qui a mis fin à l'affrontement.

Même si les nouvelles conventions collectives, venant à expiration en 1992, et les protocoles de retour au travail ont été signés jeudi dernier, le piquetage a continué jusqu'à aujourd'hui, «parce que les scabs embauchés par Voyageur étaient encore là», dit Sylvie Couillard, vice-présidente du syndicat des employés de bureau.

Pour plusieurs, dont M. Blain, c'est l'utilisation de briseurs de grève qui a permis à la compagnie de soutenir aussi longtemps ce conflit devant des syndiqués qui ont tenu leur bout.

Voyageur peut utiliser des «employés de remplacement» en cas de conflit de travail parce que l'entreprise de transport est régie par le Code canadien du travail, qui ne contient pas de disposition anti-scabs comme c'est le cas de la législation québécoise depuis une



Les responsables syndicaux qui ont mené une lutte de deux ans contre Voyageur: Serge Labranche, du syndicat des employés du terminus de Québec; Sylvie Couillard, vice-présidente du syndicat des employés de bureau; Pierre Lirette, de Québec; Clément Desrochers, du syndicat des employés d'entretien; Claude Laporte, président du syndicat des employés du terminus de Montréal; Michel Pépène, du terminus de Québec.

PHOTO BERNARD DRAULT, La Presse

dizaine d'années. Le Québec est la seule province canadienne à interdire ainsi l'emploi de briseurs de grève.

La compagnie a embauché quelque 150 employés de remplacement qui quitteront Voyageur dès l'entrée des employés réguliers, lundi matin. Selon des informations non confirmées, l'embauche de briseurs de grève aurait coûté quelque 10 millions \$ à l'entreprise.

Selon les quatre syndicats impliqués, ceux des employés de bureau, des terminus de Montréal et Québec et de l'entretien, tous affiliés à la CSN, Voyageur avait

prévu le conflit puisqu'en 1985 elle passait sous la juridiction fédérale (ses chauffeurs étaient déjà sous la juridiction du Code canadien, mais pas les autres employés).

La compagnie, qui n'a pas voulu cette semaine rencontrer le représentant de *La Presse*, faisait part à ses employés en novembre 1985, cinq mois après la signature de conventions collectives avec les employés d'entretien et des terminus, de sa volonté de diminuer ses coûts d'exploitation en réduisant les salaires et le nombre de postes. L'entreprise voulait notamment informatiser sa

comptabilité, réduisant son personnel du tiers dans ce département.

Voyageur a perdu 43 p. cent de sa clientèle au cours des dix dernières années (2,3 millions de passagers au Québec cette année), au profit de l'automobile essentiellement. La concurrence étant féroce dans l'ensemble de l'industrie du transport, Voyageur disait craindre pour sa survie.

Après avoir obtenu de ses chauffeurs (affiliés aux Teamsters) en janvier 1987 une réduction de 20 p. cent de leur rémunération, Voyageur a présenté des

demandes similaires à ses autres employés. Contrairement aux chauffeurs, les employés de bureau, d'entretien et des terminus (guichetiers, téléphonistes) ont refusé de telles concessions.

En fait, les quatre syndicats en conflit n'ont pas pu discuter de leurs propres demandes. C'étaient celles de l'employeur qui se trouvaient au centre des pourparlers pour le renouvellement des conventions collectives.

«Il n'y a pas vraiment eu de gagnant dans ce conflit», dit le médiateur, si ce n'est que la compagnie a pu atteindre une partie de ses objectifs en obtenant des réductions de coûts et que les syndiqués peuvent retourner au travail «dans la dignité», explique-t-il.

Les responsables syndicaux admettent que le conflit a eu pour résultat un «match nul», les syndiqués ayant obtenu une certaine sécurité d'emploi. Une quarantaine de mises à pied auront tout de même lieu parmi les 283 employés.

Sur le plan salarial, les gains des employés des terminus sont équivalents à une hausse de zéro à un p. cent pendant les trois années des nouvelles conventions, compte tenu des concessions syndicales comme l'arrêt du paiement des heures de repas et la réduction du nombre de congés fériés et de maladie.

Cela se traduit par un gel de la rémunération au niveau de 1988, et jusqu'à la fin de la convention en 1992.

Les employés d'entretien ont obtenu une augmentation réelle de salaire de 5,5 p. cent, tandis que les employés de bureau recevront 16 p. cent de plus sur trois ans.

Dans son rapport de médiation, M. Blain notait que les syndicats ont dû «faire marche arrière sur des points qu'ils protégeaient jalousement». Les concessions syndicales, écrivait le médiateur, assurent à Voyageur «sa survie» et aux syndiqués «la majorité de leurs emplois».

Un retour au travail dans l'amertume

FRANÇOIS BERGER

C'est dans la rancœur que les employés de Voyageur rentrent au travail lundi, après un peu plus de deux ans de conflit.

«Le climat de travail sera très mauvais», soutient Clément Desrochers, président du syndicat des employés d'entretien.

L'utilisation de scabs pendant ce long conflit a laissé un goût amer aux 283 travailleurs qui ont arpenté le trottoir durant de longs mois devant les terminus de l'entreprise à Montréal et Québec.

Les scabs ont été souvent «arrogants», dit Pierre Lirette, du syndicat des employés du terminus de Québec. Les syndiqués ne sont pas prêts d'oublier cela.

«Il est certain que le climat de travail restera détérioré pendant plusieurs années», croit Claude Laporte, qui représente la centaine d'employés du terminus de Montréal.

Les syndiqués s'accordent pour dire que dorénavant, «on ne vivra plus pour la compagnie, mais pour le salaire». Chez Voyageur, de vieux employés qui ont 30 ans de service et qui aimaient bien travailler avec certains cadres ne «veulent plus rien savoir» après ce qui s'est passé, renchérit M. Laporte.

Ce dernier est sous le coup d'une suspension de six mois qui doit prendre effet au moment du retour au travail. Sept autres syndiqués sont également sous le coup de suspensions allant de trois à 12 mois. Ces suspensions, incluses dans le protocole de retour au travail, remplacent des congédiements signifiés par la compagnie en cours de conflit.

«Si nous n'avons pas fait de véritables gains pendant le conflit, nous avons au moins gagné le respect des patrons», dit encore M. Lirette du terminus de Québec, en parlant de l'acharnement des syndiqués.

S'ils ont gagné le «respect», les travailleurs de Voyageur ont d'autre part perdu une partie de leur liberté d'action syndicale à l'issue de ce conflit. Les nouvelles conventions collectives prévoient en effet que les officiers syndicaux ne pourront s'occuper des affaires syndicales (règlement de problèmes ponctuels, griefs, etc.) sur les lieux de travail que si le patron y consent, en fonction des besoins de l'entreprise.





Jean-Guy est en cure de désintoxication à la Maison Nouvel Horizon.



Yves Brunette, co-directeur de la Maison Nouvel Horizon.



Lise avait un problème de drogue et d'alcool. Elle vit sa deuxième expérience à la Maison Nouvel Horizon.

PHOTOS RENE PICARD, La Presse

À la Maison Nouvel Horizon: le grand patron, c'est Dieu

MICHÈLE OUMET

À la Maison Nouvel Horizon, on désintoxique avec la Bible. Ceux qui suivent cette cure doivent lire le Nouveau Testament trois heures par jour, puis participer à des discussions spirituelles. Le grand patron, c'est Dieu. Ce centre est privé et n'est soumis à aucune norme gouvernementale.

« Nous ne sommes pas une secte, affirme le co-directeur de la Maison, Yves Brunette. Mais nous représentons une force qui combat le monde de la drogue, le monde des ténèbres. »

Le Centre d'éducation et de ressources sur les sectes, le Projet Culte, diverge d'opinion. « Ils croient à la fin du monde, explique le chercheur Yves Casgrain. C'est un groupe apocalyptique qui pense que le monde est divisé entre les bons et les méchants. Ils font une lecture fondamentaliste de la Bible. »

La Maison Nouvel Horizon possède trois centres de désintoxication, situés à Hull, Sherbrooke et Montréal. Une quarantaine de bénéficiaires y sont traités. Tous les intervenants sont d'ex-toxicomanes. La porte y est fermée aux médecins, psychologues et autres professionnels. Les résidents doivent payer l'équivalent du montant men-

suel de leur chèque de d'aide sociale. S'ils sont financièrement dépourvus, leur séjour est gratuit.

Au cours du premier mois, le résident est complètement isolé. Aucun contact avec l'extérieur n'est autorisé. Le courrier est ouvert par les responsables du centre. On y pratique le sevrage bloc, c'est-à-dire l'arrêt brutal de toute consommation de drogue, alcool ou médicament. La durée de la thérapie varie entre un et trois mois.

Le fondateur de Nouvel Horizon est Jacques Paquette, un ancien notaire recycle dans les écritures saintes et la politique. Lors des élections provinciales de 1985, Paquette avait présenté 109 candidats sous la bannière du Parti du socialisme chrétien. À l'époque, il avait prôné la peine de mort pour les trafiquants de drogue, opinion qui partage toujours les membres de Nouvel Horizon.

Si M. Paquette est mort, son ascendant sur le groupe reste omniprésent. « Jacques nous a montré la voie, explique le co-directeur, Yves Brunette. Un peu comme le Christ a montré le chemin à ses apôtres. »

Présence tolérée

Le groupe vit de dons provenant de l'entreprise privée. Le ministère de la Santé et des Services sociaux le considère comme inadmissible à des subventions. Mais en l'absence de normes régissant les centres privés, on tolère leur présence.

Les membres de la secte circu-



lent un peu partout au Québec, fréquentant centres commerciaux, écoles et autres endroits publics pour rencontrer des gens et leur parler de Dieu.

Jean-Guy, 25 ans, a découvert Nouvel Horizon en faisant connaissance avec un des membres dans un magasin. Le membre lui a donné un livre de Jacques Paquette, *L'Ours noir d'Amérique, le prince des ténèbres*.

Impressionné par cette lecture, Jean-Guy a contacté Nouvel Horizon et s'y est installé un mois plus tard.

Jean-Guy se droguait depuis l'âge de 11 ans. Il était même devenu trafiquant. Au centre, la vie lui plaît: lever à 7h30, lecture du Nouveau Testament, déjeuner à 9h, ménage, rencontre avec un thérapeute pour des discussions « spirituelles », diner, tâches domestiques, lecture de la Bible, activités, souper, rencontre de groupe pour réfléchir au contenu des écritures saintes ou autres lectures « édifiantes », notamment les livres du fondateur, Jacques Paquette.

Jean-Guy ne souffre pas de l'isolement imposé par le centre. Au contraire, il approuve cette méthode. « La mauvaise compagnie, affirme-t-il, corrompt les bonnes moeurs. »

La Maison Nouvel Horizon accueille une quarantaine de résidents dans trois centres au Québec. Ici, l'établissement de Montréal, rue Saint-Denis.

« Avant, je croyais aux soupapes volantes, poursuit-il, mais elles ne me sont pas apparues. Aujourd'hui, je crois en Dieu. La Bible, c'est simple. Le Christ nous livre un message d'amour. La fin des temps mauvais approche et nous vivrons bientôt des temps nouveaux marqués par la fraternité, l'égalité et le partage. »

Cette fin des temps sera marquée, explique Yves Brunette, par le retour du Christ sur Terre. « C'est inscrit dans l'histoire. Le Christ reviendra pour instaurer un système politico-social basé sur des valeurs chrétiennes. »

L'histoire de Lise

Lise a 35 ans et vit sa deuxième expérience à Nouvel Horizon. Aux prises avec un problème de drogue et d'alcool, elle rencontre dans un centre commercial un membre de Nouvel Horizon qui l'incite à visiter un des centres du groupe. Elle s'y rend et décide d'y rester.

« J'ai fait comme tout le monde, raconte-t-elle. J'ai lu le Nouveau Testament. C'était plein de bon sens. On y parlait d'amour et d'entraide. »

Lise vit son premier mois complètement coupé du monde extérieur, puis rentre chez elle. Mais la dépression la guette et, un an et demi plus tard, elle revient à Nouvel Horizon. « Je suis bien ici. Personne ne peut me faire de mal. Je lis ma Bible et ça fait le plus grand bien. Le Nouveau Testament, ça change quelqu'un. Ça ouvre les yeux. Aujourd'hui, je suis croyante. »

Faut être chanceux pour entrer dans un centre public de désintoxication

MICHÈLE OUMET

Robert a 17 ans et consomme de l'héroïne et de la cocaïne depuis l'âge de 13 ans. Il compte parmi les rares adolescents qui ont bénéficié d'un hébergement dans un centre d'accueil pour toxicomanes. Dans toute la région de Montréal et Laval, le réseau public de réadaptation en alcoolisme et toxicomanie n'offre aux jeunes que deux lits.

« J'ai commencé à me droguer pour faire comme tout le monde, raconte Robert. Je m'enfuyais de la maison et j'étais dans le centre-ville. J'étais un sans-abri. La police me ramassait et me ramenait chez mes parents. »

Robert ne pouvait plus supporter la routine familiale. « Ma famille est *fuckée*, précise-t-il. Mon père était toujours absent. J'ai des demi-soeurs que je connais à peine. Je ne voulais pas rester à la maison. »

Centre d'accueil

Robert fugue, vole, se fait prendre et, depuis 1985, passe d'un centre d'accueil à un autre. Le tribunal exige qu'il consulte un psychiatre. « Ils m'ont déclaré toxicomane. Je trouve ça con ! »

Il essaie toutes sortes de thérapies pour s'arracher aux drogues. Finalement, il entend parler d'Alternatives, le seul centre public qui s'occupe des adolescents.

Alternatives possède un foyer de groupe qui accueille six toxicomanes, pour un séjour de six mois. Une de ces places est réservée aux adolescents. Robert l'occupe depuis un mois. Tout y est gratuit et une équipe multidisciplinaire encadre le nouveau venu.

« Nous nous sommes toujours occupés des adolescents, expli-



que le directeur général d'Alternatives, John Topp. Le ministère de la Santé et des Services sociaux nous attribue 150 000 \$ par an depuis deux ans, mais c'est nettement insuffisant. »

« L'adolescent toxicomane est souvent en fugue, poursuit M. Topp. Il connaît de graves problèmes familiaux et, parfois, il se prostitue. Idéalement, il faudrait le retirer de la circulation, le couper de son milieu. Mais nous ne pouvons lui offrir qu'une aide externe. C'est la limite de notre intervention. »

« Environ 75 adolescents se présentent chaque année au centre Alternatives, c'est-à-dire à peine 5 p. cent des mineurs alcooliques ou toxicomanes à Montréal », continue M. Topp.

Le foyer de groupe du centre Alternatives vise la réinsertion sociale. Tout « client » y passe d'abord par une évaluation médicale, psychologique et sociale.

Les résidents doivent en outre avoir une activité: études, travail ou recherche d'emploi. Il se partagent aussi les tâches ménagères. L'encadrement est étroit: heures d'entrée et de sortie fixées par les responsables du

foyer, thérapies individuelles et de groupe, apprentissage de travaux divers comme l'élaboration de budgets, la préparation de repas, etc.

L'abstinence totale n'est pas le but recherché.

Punk et anarchiste

Pascal Bernier vit au foyer de groupe depuis trois mois en continuant à consommer de l'alcool et parfois de la drogue. Âgé de 20 ans, il se dit « punk et anarchiste ». Il vient d'une famille désunie, déchirée. Sa mère est en cure de désintoxication et son beau-père, un homme violent, est à l'hôpital Louis-H. Lafontaine.

C'est à l'âge de 10 ans qu'il a fumé de la marijuana pour la première fois, s'adonnant peu de temps plus tard à des stupéfiants comme l'héroïne et la cocaïne. Pascal a 15 ans lorsque ses parents le chassent du domicile familial.

D'abord, il panique et fait une tentative de suicide. Puis, il se loge à droite et à gauche, chez des amis ou, encore, dans des maisons désertes du centre-ville.

Aujourd'hui, il est retourné sur les bancs d'école tout en vivant la routine du foyer de groupe. « Lorsque je partirai d'ici, explique Pascal, je serai encore punk et anarchiste, mais je serai moins violent. Peut-être consumerai-je à nouveau de la drogue. Je ne sais pas. C'est plus fort que moi. C'est comme un bonbon pour un p'tit cul. »

Pascal Bernier, 20 ans, se drogue depuis l'âge de 11 ans. Il est au foyer de groupe Alternatives depuis trois mois.

DEMAIN: La Maison Mélaric, en Mauricie



Il y a deux ans Rabin ne donnait pas plus de deux semaines à l'Intifada

VICTOR CYGIELMAN
collaboration spéciale
JÉRUSALEM

Invité par la télé israélienne, le ministre de la Défense Rabin fut d'abord exposé à un reportage sans fard, retraçant l'évolution de la révolte palestinienne. Depuis décembre 87, avant de répondre aux questions des journalistes.

Plutôt mal à l'aise, Rabin se vit proclamer sur le petit écran, quelques jours après l'éclatement de l'intifada: « Dans quelques jours, dans une semaine ou deux, l'ordre sera restauré. »

Deux ans ont passé. Le ministre israélien de la Défense ne se risque plus à prophétiser la fin prochaine de la révolte palestinienne.

Le ministre de la Défense ne cache pas davantage l'insuccès de l'armée à contrer la résistance passive de la population palestinienne. « Nous avons essayé d'empêcher les grèves, la fermeture quotidienne des magasins à certaines heures et d'autres manifestations d'opposition passive. Aujourd'hui, nous n'essayons plus. » Mais, ajoute-t-il, « le peuple d'Israël tient et tiendra face à la Intifada, même si celle-ci devait encore durer un an ou deux... »

Solution politique

Les Palestiniens ne se font pas d'illusions. Ils savent que leur révolte ne peut contraindre Israël à évacuer les territoires occupés. Et que seul un accord, issu d'une négociation de paix, peut mettre fin à l'occupation israélienne.

Cependant, il ne fait pas de doute que la Intifada a déjà eu un impact, sans précédent, sur la société israélienne, sur la vie et les habitudes des Israéliens.

Un des résultats les plus marquants de la Intifada, de la « guerre de pierres » qui, depuis de longs mois, s'abat sur chaque voiture et camionnette israéliennes, fut d'avoir restauré, en pratique, la fameuse « frontière verte », c'est-à-dire la ligne frontière d'avant juin 67. Cette ligne-frontière avait disparu, dès 68, des cartes géographiques imprimées en Israël et, ce qui est probablement encore plus significatif, elle avait aussi disparu de la conscience de la plupart des Israéliens.

La libre circulation d'hommes et de marchandises, pendant 20 ans, d'Israël vers la Cisjordanie et Gaza, et vice-versa, mettait en évidence cette unité économique, qui, aux yeux de nombreux Israéliens, équivalait à une unité politique. D'autant plus que le nom de Cisjordanie avait été banni du langage officiel depuis l'accession au pouvoir de Mme Golda Meir en 69. Au lieu de Cisjordanie occupée, tous les fonctionnaires israéliens étaient requis d'utiliser les noms bibliques de Judée et Samarie.

Pour la jeune génération d'Israéliens, nés autour de 67, il était aussi normal de voyager de Tel-Aviv à Nazareth que de Tel-Aviv à Naplouse. Ils n'attachaient que fort peu d'importance au fait que Nazareth était une ville israélienne, alors que Naplouse fut une ville sous occupation militaire.

Un changement

Aujourd'hui, tout cela a changé. Chaque enfant israélien sait que la Cisjordanie et Gaza sont des territoires dangereux, habités par une population hostile. Après deux ans d'Intifada, la plupart des Israéliens réalisent que les revendications nationales palestiniennes ne peuvent plus être ignorées. Sans ces expériences quotidiennes, la prise de conscience israélienne du fait national palestinien aurait été beaucoup plus tardive.

des dix points de Moubarak, des cinq points de Baker ne peuvent cacher cet acquis fondamental qui, né de la Intifada et la soulignant, a lentement transformé la perception réciproque des Israéliens et des Palestiniens.

Le premier ministre Shamir a, plus d'une fois dernièrement, expliqué qu'il ne peut engager des pourparlers avec l'OLP, non pas parce qu'il s'agit d'une organisation terroriste, mais « parce qu'avec l'OLP d'Arafat, on ne peut parler que d'une seule chose: les conditions de la création d'un État palestinien ». Dans cette froide analyse d'une situation politique concrète il n'y a pas de trace des anciens quolibets à l'adres-

se de la « soi disante OLP, bande de terroristes assassins ».

Des tabous

Cependant, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Les tabous ont la vie dure, comme l'indique une envolée du même Shamir, se déclarant « prêt à parler de paix avec tout et chacun, même avec le diable, mais pas avec Arafat ».

« Si Shamir persiste dans son refus de discuter avec Arafat », nous dit Radwan Abou-Ayash, président de l'association des journalistes palestiniens, « il aura bientôt affaire au diable — le « hamas » ou autre mouvement de fondamentalistes de l'Islam, qui eux rejettent tout dialogue avec Israël et préconisent une seule is-

sue: un jihad, guerre sainte contre les infidèles. » Car c'est là la grande crainte de l'intelligentsia palestinienne pro-OLP: la prolongation de l'impasse politique actuelle risque d'aboutir à la défaite de la ligne d'Arafat au prochain congrès du CNP. « La défaite d'Arafat serait aussi la défaite de la Intifada, de la révolte populaire civile, sans armes », nous dit un jeune dirigeant palestinien, impliqué dans la Intifada. « Si Hamas et Habache triomphent au prochain CNP, l'ordre viendra de passer des pierres aux armes à feu. L'armée d'Israël sera alors libérée de toute gêne et dans le bain de sang qui en résultera seront aussi noyés tous les espoirs de paix entre nos deux peuples. »

Appuyez le projet de convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.

Aide à l'enfance-Canada
Pour de plus amples renseignements, communiquez avec:
Aide à l'enfance-Canada 1450, rue City Court/ollers, bureau 600
Save the Children-Canada Montréal (Québec) H3A 2E8

LA VENTE

A PARTIR DU 11 DÉCEMBRE; OUVERT TOUS LES SOIRS JUSQU'À 21 H

Grande sélection de cadeaux pratiques pour Noël

SAMEDI JUSQU'À 18 H POUR NOËL
GRANDE SÉLECTION DE CADEAUX PRATIQUES

ACHETEZ DES CERTIFICATS CADEAUX

CETTE VENTE S'APPLIQUE À TOUS LES ITEMS EN MAGASIN À L'EXCEPTION DES ITEMS ANNONCÉS ICI. TOUT CE QUE NOUS VENDONS EST DE 1^{re} QUALITÉ ET DE MARQUES RENOMMÉES AU PLUS BAS PRIX GARANTI.

STORES VERTICAUX STORES HORIZONTALS ET STORES PLISSÉS
Achetez-en 1, obtenez-en 1 à 1/2 PRIX

Achetez-en 3, obtenez-en 1 DE PLUS GRATUIT

Achetez-en 5, obtenez-en 2 DE PLUS GRATUITS

Achetez-en 7, obtenez-en 3 DE PLUS GRATUITS

STORES DE TOILE, RIDEAUX, DRAPERIES ET TENTURES
Achetez-en 1, obtenez-en 1 à 1/2 PRIX

Achetez-en 3, obtenez-en 1 DE PLUS GRATUIT

Achetez-en 5, obtenez-en 2 DE PLUS GRATUITS

Achetez-en 7, obtenez-en 3 DE PLUS GRATUITS

COUVRE-LITS, LITERIE, ACCESSOIRES DE CUISINE ET DE SALLE DE BAIN
Achetez-en 1, obtenez-en 1 à 1/2 PRIX

Achetez-en 3, obtenez-en 1 DE PLUS GRATUIT

Achetez-en 5, obtenez-en 2 DE PLUS GRATUITS

Achetez-en 7, obtenez-en 3 DE PLUS GRATUITS

TOUS NOS STORES VERTICAUX SONT DE 1^{re} QUALITÉ ET NOUS FABRIQUONS N'IMPORTE QUELLE GRANDEUR PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE

VERTICAUX EN TISSU EN STOCK* 75"x84" 3999 l'ens.	VERTICAUX DE LUXE POUR PORTE-PATIO 1 1/2" 5 couleurs INCRUTABLES 4699 l'ens.	VERTICAUX PVC RIGIDES* 75"x84" 2299 l'ens.	VERTICAUX MINI PVC 2 1/2" EN STOCK 75"x84" 3999 l'ens.	VERTICAUX GROOVER* 75"x84" 5999 l'ens.
VERTICAUX ALUMINIUM 3 1/2" 75"x84" 3799 l'ens.	VERTICAUX TEXTURES 3 1/2" 75"x84" 4999 l'ens.	VERTICAUX EN TISSU EDEN* PORTE-PATIO 75"x84" 7999 l'ens.	VERTICAUX « Exclusivité » En tissu Jacquard à 8 couleurs 75"x84" 14999 l'ens.	VERTICAUX EN DENTELLE* Importé Europe PORTE-PATIO 75"x84" 19999 l'ens.
VERTICAUX PVC 2 1/2" DELUXE PORTE-PATIO* 75"x84" 4999 l'ens.	VERTICAUX EN TISSU NIAGARA* PORTE-PATIO 75"x84" 4999 l'ens.			

STORES PLISSÉS faits sur mesure Livraison 3 jours 150 COULEURS Les plus bas prix garantis. PLUS VOUS ACHETEZ, PLUS C'EST GRATUIT!

STORES HORIZONTALS 100% ALUMINIUM FAITS SUR MESURE MINI (1") et MICRO (1/2") LIVRAISON 3 jours 190 COULEURS Les plus bas prix garantis. PLUS VOUS ACHETEZ, PLUS C'EST GRATUIT!

STORES DE FENÊTRES BLANC 1^{re} qualité STORES OPAQUES BLANCS

Grandeurs	UNUS	FRANÇOIS
28"x58"	8.99	12.99
37"x70"	11.99	16.99
37"x82"	13.99	18.99
43"x70"	14.99	19.99
43"x82"	16.99	23.99
49"x70"	18.99	26.99
49"x82"	21.99	29.99
55"x70"	25.99	29.99
54"x82"	23.99	29.99
64"x58"	25.99	32.99
73"x58"	26.99	34.99
73"x70"	27.99	36.99
78"x70"	43.99	48.99
85"x70"	49.99	69.99
97"x70"	59.99	79.99
109"x70"	84.99	94.99
121"x70"	99.99	119.99

PORTE-PATIO 73"x90 **49.99**

STORES HORIZONTALS PVC 1" En vinyle 1^{re} qualité 4 couleurs décoratives

20 x 45	4.99	20 x 64	7.99
24 x 45	6.49	24 x 64	8.99
27 x 45	6.77	27 x 64	8.99
28 x 45	8.99	28 x 64	13.88
31 x 45	7.99	31 x 64	13.99
33 x 45	10.99	33 x 64	15.88
36 x 45	8.99	36 x 64	12.99
40 x 45	10.99	40 x 64	17.99
48 x 45	12.99	48 x 64	16.99
54 x 45	17.99	54 x 64	25.99
60 x 45	16.99	60 x 64	21.99

Porte-patio 78x84 **39.99**

Plus de 150 grandeurs en stock: hauteurs de 45", 64", 78" à des prix spéciaux

STORES HORIZONTALS 100% aluminium 1 1/2"

18 x 45	5.99	18 x 64	7.99
24 x 45	7.99	24 x 64	11.99
27 x 45	8.99	27 x 64	13.99
31 x 45	10.99	31 x 64	17.99
36 x 45	13.99	36 x 64	22.99
40 x 45	18.99	40 x 64	25.99
44 x 45	23.77	44 x 64	27.77
48 x 45	23.99	48 x 64	27.99
60 x 45	25.99	60 x 64	36.99

Plus de 78 couleurs en 600 grandeurs en magasin dans les hauteurs 45", 64", 78".

STORES PLISSÉS EN TISSU

18 x 45	9.99	18 x 64	12.99
20 x 45	10.99	20 x 64	13.99
23 x 45	10.99	23 x 64	13.99
24 x 45	11.90	24 x 64	11.77
26 x 45	12.99	26 x 64	15.99
27 x 45	14.99	27 x 64	17.99
30 x 45	13.99	30 x 64	18.99
31 x 45	15.99	31 x 64	21.99
35 x 45	15.99	35 x 64	22.99
36 x 45	16.99	36 x 64	22.99
38 x 45	17.99	38 x 64	26.99
40 x 45	17.99	40 x 64	27.99
44 x 45	19.99	44 x 64	28.99
48 x 45	20.99	48 x 64	28.99
54 x 45	25.99	54 x 64	33.99
60 x 45	27.99	60 x 64	35.99
64 x 45	37.99	64 x 64	50.99
72 x 45	43.99	72 x 64	56.99

5 COULEURS DÉCORATIVES

NAPPES ET RIDEAUX

NAPPES EN TISSU IDÉAL POUR UN CADEAU DE NOËL
52" x 70" 60" rond **1199**

RIDEAUX DE CUISINE SPÉCIAL 1499 l'ens.

RIDEAUX CROISÉS plus leurs grands 1899 l'ens.

ACC. SALLE DE BAIN

RIDEAUX DE DOUCHE EN VINYLE SUPER SPÉCIAL 599 l'ens.

ACHAT SPÉCIAL ENSEMBLES DE SERVIETTES 3 MCL. 100% coton un ou avec bordure brodée 1199 l'ens.

DÉPT. DÉCORATIVES

ENSEMBLE DE DRAPS PERCALE Marques renommées assorties
Simple Double Reine Roi
SPECIAL SPECIAL SPECIAL SPECIAL
2999 3999 4999 5999
l'ens. l'ens. l'ens. l'ens.

ENSEMBLE DE DRAPS WABASSO
Simple Spécial 14.99 l'ens.
Double Spécial 21.99 l'ens.
Reine Spécial 27.99 l'ens.
Roi Spécial 49.99 l'ens.

DUVET
Duvet de qualité garantie
Simple Double Reine Roi
8499 11499 13499 17499

LITERIE POUR BÉBÉ
ENSEMBLES DE BASSINET POUR LES ENFANTS 4 MCX
9 jolis motifs
Comprend: 1 coussin • 1 douillette • 1 paire parrechoque • 1 drap contour
Rég. 64.99 **4499** l'ens.

DOUILLETTE
FORMAT GEANT POLY/COTON
Simple SPÉCIAL 24.99
Double SPÉCIAL 29.99
Reine SPÉCIAL 34.99

COUVRE-DUVET assorties
Simple Double Reine
24.99 29.99 34.99

ÉDREDONS CONTINENTAL
l'authentique édredon modèle scandinave
100% HOLLOFIL md
Simple **6999** Double **7999**
Reine **9999** Roi **13499**

ENSEMBLES DE DRAPS EN FLANELLE WABASSO 100% coton
Simple **24.99** l'ens.
Double **29.99** l'ens.
Reine **34.99** l'ens.

VENEZ VOIR LE PLUS GRAND CHOIX DE:
Literie: douillettes, couvre-lits, draps, couvertures, couvre-matelas, oreillers, duvets, rideaux de douche, serviettes, accessoires de salle de bain, accessoires de cuisine, stores verticaux et vénitiens, stores plissés et stores de fenêtres.

AU PLUS BAS PRIX À MONTRÉAL, GARANTI PLUS VOUS ACHETEZ, PLUS C'EST GRATUIT!

Les articles gratuits ou à moitié prix doivent être de valeur égale ou inférieure aux articles achetés.

LE PLUS GRAND CENTRE DE DÉCORATION AU MONDE

Au Bon Marché

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS *COULEURS SÉLECTIONNÉES

A prix modique, venez déguster un repas léger à notre cafétéria.
UNE SEULE ADRESSE

3500 boul. ST-JOSEPH Est
(metro St-Michel et Pie-IX)

HEURES Lun. au ven. 9 h à 21 h
D'AFFAIRES Sam. 9 h à 18 h.

A L'EXTÉRIEUR SEULEMENT
Composez sans frais 1-800-363-3030

259-3500

CHEQUES ACCEPTÉS
VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

Négociations
Le présent marchandage et les tractations sans fin autour du plan de paix de Shamir-Rabin.